

**CONSEIL D'ADMINISTRATION du 13 mars 2025**

**DÉLIBÉRATION N° 2025-02**

**Compte financier 2024**

**Exposé des motifs**

Le rapport sur le compte financier comprend le compte-rendu de gestion de l'ordonnateur et son annexe établie par l'agent comptable.

Ces documents sont fournis en annexe du dossier, accompagnés des tableaux faisant état des autorisations budgétaires, de leur exécution, de l'équilibre financier, des états financiers et de la balance des valeurs inactives.

<b>Délibération n° 2025-02 relative au compte financier 2024</b>
--

*Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article R. 812-7,*

*Vu le décret n° 94-1225 du 30 décembre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles,*

*Vu le décret n° 2012-1246 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 210 à 214,*

*Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 relatif aux règles budgétaires des organismes,*

**Le conseil d'administration décide :**

**Article 1 – Article liminaire**

Le compte financier 2024 de l'École nationale supérieure de paysage est arrêté selon les dispositions qui suivent.

**Article 2 - Exécution budgétaire**

- 42,6 emplois temps plein travaillés (« ETPT ») dont 28,6 ETPT sous plafond et 14 ETPT hors plafond.
- 5 314 774,19 € d'autorisations d'engagements (AE) dont :
  - 2 519 497,12 € en Personnel
  - 2 345 653,47 € en Fonctionnement
  - 449 623,6 € en Investissement
- 6 725 381,87 € de crédits de paiement (CP) dont :
  - 2 519 497,12 € en Personnel
  - 2 058 704,29 € en Fonctionnement
  - 2 147 180,46 € en Investissement
- 6 415 606,97 € de recettes
- - 309 774,90 € de solde budgétaire

**Article 3 - Exécution comptable**

- - 270 938,50 € de variation de trésorerie
- + 120 461,06 € de résultat patrimonial
- 1 024 499,18 € de capacité d'autofinancement
- - 3 037 349,41 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

**Article 4 – Affectation du résultat**

Le résultat est affecté à hauteur de 120 461,06 € en report à nouveau.

## Article 5 – Tableaux annexés

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Favorables	26
Défavorables	
Abstentions	
Total votants	26

Fait à Versailles, le 13 mars 2025

La délibération est approuvée / ~~rejetée~~

Le président du conseil d'administration

Henri BAVA

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'H' and 'B' followed by a long horizontal stroke.

## Annexe au compte financier

### 1- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'établissement a continué à mener sa politique d'investissement à hauteur de **2 133 864.66 €**. Les principaux travaux conduits cette année concernent la restauration des bâtiments historiques selon le programme 2021-2022 et la restauration des murs du Potager. De nombreux travaux en cours depuis 2021 ont été comptabilisés cette année en travaux définitifs. Ils sont financés, principalement, sur des exercices antérieurs par la DGER, par d'autres organismes publics et privés et par le mécénat. La DGER a souhaité réaffecter certains de ses financements sur des travaux à venir. Par conséquent, cette nouvelle affectation se traduit comptablement par un transfert de ses subventions enregistrées sur des années antérieures sur un compte d'avance. Ce mouvement a entraîné un fort prélèvement sur le fonds de roulement et parallèlement un creusement du besoin du fonds de roulement négatif et qui reste globalement neutre pour la trésorerie.

Les charges ont augmenté alors que les produits ont légèrement diminué par rapport à 2023, mais le résultat net reste positif de 120 461.06 €.

Ce résultat permet de dégager une capacité d'autofinancement de 1 024 499.18 €. Cette dernière contribue à diminuer le prélèvement du fonds de roulement qui est de -3 037 349.41 €.

**Le résultat de fonctionnement positif de l'exercice de 120 461.06 € s'est normalisé avec une baisse de 90.95 % par rapport aux 2 années exceptionnelles précédentes.**

	2022	2023	2024
Budget principal	1 789 724.78 €	1 330 644.67	120 461.06 €
Fondation	29 177.22 €	0 €	0 €
Budget agrégé	1 818 902.00 €	1 330 644.67 €	120 461.06 €

**La capacité d'autofinancement connaît une nouvelle croissance de 19.89 %**

	2022	2023	2024
Budget principal	1 858 880.67 €	854 510.69 €	1 024 499.18 €
Fondation	29 177.22 €	0 €	0 €
Budget agrégé	1 888 057.89 €	854 510.69 €	1 024 499.18 €

**La trésorerie a légèrement diminué de 270 938.50 € soit de 3.26 %.**

La variation exceptionnellement négative du fond de roulement de 3 037 349.41 € est légèrement inférieure à celle du besoin de fonds de roulement négatif de 2 766 410.91 €.

	2022	2023	2024
FR	6 067 186.51 €	6 925 074.25 €	3 887 724.84 €
BFR	-3 956 341.82 €	- 1 381 040.14 €	- 4 147 451.05 €
TRESORERIE NETTE = FR - BFR	10 023 528.33 €	8 306 114.39 €	8 035 175.89 €



## 2- PRINCIPES REGLES ET METHODES COMPTABLES

### La comptabilisation des stocks

L'inventaire intermittent est la méthode retenue par l'organisme, seules deux écritures sont comptabilisées à la clôture de l'exercice.

Le potager est le seul service à gérer des stocks au niveau la boutique pour tous les produits vendus provenant du potager ou achetés à l'extérieur.

L'évaluation des stocks est effectuée :

- au cout des produits issus du potager et vendus à la boutique,
- au prix de vente pour les marchandises.

### La comptabilisation des amortissements

L'amortissement est linéaire. Il est calculé au prorata temporis pour les biens immobiliers acquis dans l'année. La délibération du conseil d'administration du 6 juillet 2015 indique la durée d'amortissement par typologie d'investissement. La dotation aux amortissements est comptabilisée au débit du compte 6811 du compte de résultat de l'exercice au niveau des charges de fonctionnement et au crédit des comptes « racine » 28 à l'actif du bilan.

Nature du bien ou des travaux	durée d'amortissement
Immobilisations incorporelles	
Logiciels professionnels (Cocktail ou autres)	10 ans
Logiciels bureautiques (excel word...)	5 ans
Logiciels pédagogiques	5 ans
Droits, brevets, licences, marques et assimilés	5 ans
Immobilisations corporelles	
Agencements-aménagements-Travaux	20 ans
Installations techniques	10 ans
Véhicules et matériels de transport	10 ans
Matériels de bureau et ou informatiques (ordinateurs, imprimantes...)	5 ans
Matériels informatiques professionnels (traceurs, serveurs...)	10 ans
Autres matériels, machines, outils	10 ans
Mobilier	5 ans

### La comptabilisation des provisions

- Provisions pour « l'allocation de perte d'emploi et indemnités de licenciement » : calculées sur le salaire brut chargé annuel du salarié.
- Provisions pour CET : calculées sur les comptes épargne temps dus en fin d'exercice des agents payés sur le budget de l'Établissement.)
- Provisions pour charges :
  - Pour les contrats et recherches : le calcul est fait sur les versements à recevoir concernant des contrats et des conventions avec des conditions de réalisations. L'ordonnateur applique un taux de 50 % sur la totalité de ces versements attendus.
  - Pour les provisions pour risque de baisse d'activité : 50 % des recettes prévues au budget initial de N+1.
  - Pour les autres provisions : le calcul est fait soit au réel si le montant peut être déterminé de façon précise soit forfaitairement.
- Dépréciation des comptes de tiers :

Cette provision concerne des créances de plus de 500 € dont le recouvrement semble compromis (liquidation judiciaire, dossiers avec des réponses négatives à des poursuites ou à des demandes de renseignements).

### 3- LES POSTES DE L'ACTIF

#### 3-1 Actifs immobilisés

Le tableau suivant montre les évolutions par catégorie d'immobilisation :

Tableau des immobilisations						
Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions/ Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>401 292,48</b>	<b>0,00</b>	<b>92 450,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>493 742,48</b>
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	348 122,48		82 320,00		0,00	430 442,48
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	53 170,00	0,00	10 130,00			63 300,00
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>414 850 539,48</b>	<b>6 837 984,95</b>	<b>436 644,35</b>	<b>34 141,20</b>	<b>0,00</b>	<b>422 091 027,58</b>
Terrains	394 703 510,72	0,00	1 940,00	0,00	0,00	394 705 450,72
Constructions	15 912 172,65	6 803 843,75	109 285,97	34 141,20	0,00	22 791 161,17
Installations techniques, matériels, et outillage	895 999,24	34 141,20	98 225,44	0,00	0,00	1 028 365,88
Collections	1 768,91	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768,91
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	3 337 087,96		227 192,94		0,00	3 564 280,90
<b>Immobilisations mises en concession</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>5 237 427,13</b>	<b>0,00</b>	<b>1 600 019,60</b>	<b>6 803 843,75</b>	<b>0,00</b>	<b>33 602,98</b>
<b>Immobilisations grevées de droits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Immobilisations corporelles (Biens vivants)</b>	<b>4 288,31</b>	<b>0,00</b>	<b>1 692,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 980,80</b>
<b>Participations et créances rattachées à des participations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>3 048,98</b>	<b>0,00</b>	<b>3 158,22</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 207,20</b>
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	3 048,98	0,00	0,00	0,00	0,00	3 048,98
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	3 158,22	0,00	0,00	3 158,22
Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAUX</b>	<b>420 496 597,38</b>	<b>6 837 984,95</b>	<b>2 133 864,66</b>	<b>6 837 984,95</b>	<b>0,00</b>	<b>422 630 462,04</b>

L'évolution globale du patrimoine immobilier a progressé de **0.51 %**. L'acquisition de nouveaux biens s'élève à **2 133 864.66 €**.

1. **Les travaux en cours pour 1 600 019.60 €** représentent **74.99 %** des acquisitions d'immobilisations contre 93.40 % en 2023. Les dépenses sont composées d'opérations concernant (voir tableau 9 du compte financier pour le montant des crédits de paiement consommés) :

- La restauration des bâtiments du Potager du Roi 2021/2022 comprenant la programmation pour parachever les travaux de rénovation des bâtiments historiques de l'enclos nord-ouest comprenant le pavillon de la Quintinie, le pavillon Hardy, la Figuerie et pour assurer le clos et couvert du bâtiment de la Forge) pour un montant de **1 446 027.14 €**,
- Les travaux de la restauration du « Potager du Roi » pour **138 092.50 €**,
- Le solde de deux marchés dont la réfection des murs du potager et marché dit « similaire » pour **14 952.08 €** et les vestiaires des jardiniers pour **947.86 €**.

Pour information, ces travaux étant achevés en 2024, ils ont été comptabilisés en travaux définitifs « constructions » au même titre que certains travaux terminés depuis 2021 pour une somme totale de **6 803 843.75 €** répartis de la façon suivante :

- La restauration des bâtiments historiques du Potager du Roi 2021/2022 : 3 538 633.77 €,
- La restauration des murs et armatures du Potager du Roi : 1 560 976.35 €,
- La réfection des murs du potager et marché dit « similaire » programme 2020 : 537 117 €,
- Les études préalables au schéma directeur effectuées par l'OPPIC : 500 000 €,
- Les Vestiaires des jardiniers : 352 112.65 €,
- Restauration du mur de Breuil : 171 304.96 €,
- Certains soldes de marchés qui ont déjà fait l'objet de comptabilisation en travaux définitifs en 2021 :
  - La réhabilitation du bâtiment de la Figuerie pour le solde de **51 382.01 €**, soit un total pour cette opération de 1 021 740.88 €,
  - Le bâtiment des Suisses pour le solde de **92 317.05 €** soit un total pour cette opération de 1 664 094.23 €.

## 2. Les immobilisations corporelles pour 436 644.35 €

Les acquisitions sur le poste « **autres immobilisations corporelles** » pour **227 132.94 €** comprennent principalement :

- 172 311.89 € de matériel informatique dont principalement 73 899.08 € pour l'installation de serveurs, 54 585.85 € pour l'équipement d'un cœur de réseau et 22 886.06 € pour l'acquisition de 35 ordinateurs portables,
- 46 608 € d'installations générales dont 38 280 € de conception signalétique dans le Potager du Roi et 8 328 € d'installation de fibre optique.

Le poste « **constructions** » totalise sur l'année, hors la comptabilisation des travaux en cours en travaux définitifs, la somme de **109 285.97 €**. Ces investissements correspondent majoritairement à divers travaux dont l'isolation thermique dans les logements de fonction pour 25 361.72 €, la rénovation de la peinture et du sol dans le bâtiment Saint Louis et dans la salle Edouard André pour 49 123.44 € et des travaux de calorifugeage dans le bâtiment de la Figuerie pour 28 377.84 €.

Pour le poste « **installations techniques** » les acquisitions sont de **98 225.44 €** en 2024 dont :

- 56 626.58 € pour l'acquisition d'un télescopique agricole,
- 12 312.43 € pour l'achat de divers matériels de nettoyage tels que des autolaveuses, monobrosses et aspirateurs

Le poste « **biens vivants** » correspondant à l'achat de plantations pérennes pour **1 592.49 €**.

## 3. Les immobilisations incorporelles pour 92 450 €.

- Cette dépense concerne le marché pour la mise en place d'une plateforme de marque pour **35 040 €** et la création de la nouvelle identité visuelle de l'établissement pour **47 280 €**,
- Les marchés en cours pour l'installation de Pep Premium le nouveau système informatique pour la gestion budgétaire et financière pour **12 900 €**.

### 3-2 Les amortissements :

Tableau des amortissements				
Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>134 374,75</b>	<b>57 033,34</b>	<b>0,00</b>	<b>191 408,09</b>
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	134 374,75	57 033,34	0,00	191 408,09
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>14 132 092,98</b>	<b>794 850,42</b>	<b>0,00</b>	<b>14 926 943,40</b>
Terrains	51 868,10	565,33	0,00	52 433,43
Constructions	10 449 969,45	629 973,95	0,00	11 079 943,40
Installations techniques, matériels, et outillage	685 777,55	36 103,37	0,00	721 880,92
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	2 944 477,88	128 207,67	0,00	3 072 685,55
<b>Immobilisations mises en concession</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>				
<b>Immobilisations grevées de droits</b>				
<b>Immobilisations corporelles (Biens vivants)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Participations et créances rattachées à des participations</b>				
Titres de participation				
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)				
Autres formes de participation				
Créances rattachées à des participations				
Créances rattachées à des sociétés en participation				
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés				
<b>Autres immobilisations financières</b>				
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)				
Titres immobilisés (droit de créance)				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés				
Autres créances immobilisées				
<b>TOTAUX</b>	<b>14 266 467,73</b>	<b>851 883,66</b>	<b>0,00</b>	<b>15 118 351,39</b>

La dotation aux amortissements la plus importante se fait sur le poste « **constructions** », elle représente **73.95 %** des dotations totales (contre 62.82 % en 2023). A la suite de la comptabilisation des travaux en cours en travaux définitifs cette année, ces derniers commencent à être amortis sur 20 ans ce qui représente de nouvelles dotations à hauteur de 340 192 €. Les annuités ont par conséquent augmenté de **61.58 %**.

### 3-3 les stocks et les encours :

Etat des stocks 2024	2023		variation stock 2022/2023	2024		variation stock 2023/2024
	Marchandises	Produits transformés		Marchandises	Produits transformés	
Librairie	13 857,53 €		20,20%	19 180,35 €		38,41%
Papeterie	0,00 €		-100,00%	697,24 €		
produits dérivés : sacs, tabliers	89,28 €		-96,68%	10 111,87 €		11226,02%
gelée, confitures, miel, jus - Produits Transformés		4 916,04 €	478,36%		21 297,78 €	333,23%
Cosmétique	937,04 €		240,09%	1 221,15 €		30,32%
DVD	109,15 €		-58,04%			-100,00%
Textile Enfants	28,78 €		-96,09%			-100,00%
Jeunesse				1 664,86 €		
Bijoux				792,00 €		
		19 937,82 €	7,36%		54 965,25 €	175,68%

Sur la période, il y a une forte augmentation du stock de **175.68 %**. La boutique fait partie de la DCRE depuis 2024, une nouvelle politique d'achat a été mise en place et de nouveaux produits commercialisés comme des bijoux, le développement de produits destinés à la jeunesse et de nouveaux produits dérivés.

En reprenant le détail des variations des stocks, il apparaît que :



- Le stock « **Librairie** » a augmenté de **38.41 %** cette année,
- Le stock de la « **Papeterie** » qui était nul début 2024 a été renfloué à hauteur de 697 € en cartes postales principalement pour 533.82 €,
- Le stock « **des produits dérivés** » a connu un développement exceptionnel passant de 89.28 € à 10 111.87 € avec de nouveaux produits proposés à la vente avec la nouvelle identité visuelle du Potager du Roi (comme par exemple des tasses, des carnets et des totes bags),
- Le stock des « **cosmétiques** » a continué à stocker de nouveau en 2024 avec une progression de **30.32 %** (hausse de 240.09 % en 2023). Pour information, il avait connu un déstockage important depuis 2021,
- Le stock des « **produits transformés** » (gelée, confitures, miel et jus) a connu un essor de **333.23 %** en 2024, avec majoritairement des jus de pommes et pommes-poires pour 5 840.54 € et des pots de miel pour 4 139.76 €.

### 3-4 les créances :

Tableau des créances				
Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif Echéance à 1 an ou plus	Echéance à plus d'1 an	Montants créances 2023
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>	<b>3 158,22</b>	<b>3 158,22</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
- Prêts	3 158,22	3 158,22	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Créances de l'actif circulant</b>	<b>430 452,64</b>	<b>233 812,51</b>	<b>196 640,13</b>	<b>490 115,12</b>
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	21 483,47	21 483,47	0,00	21 338,00
- Créances clients et comptes rattachés	404 080,18	207 440,05	196 640,13	441 155,29
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	0,00	0,00	0,00	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	4 888,99	4 888,99	0,00	1 305,43
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	0,00	0,00	0,00	26 315,40
<b>TOTAUX</b>	<b>433 610,86</b>	<b>236 970,73</b>	<b>196 640,13</b>	<b>490 115,12</b>

#### Les créances de l'actif circulant ont diminué de 11.53 %

Le poste « créances sur des entités publiques » affiche un solde de **21 483.47 €** en 2024 qui correspond au report à nouveau de TVA au 31/12/2024.

Le solde de 404 080.18 € sur le poste des « créances clients et comptes rattachés » correspond aux restes à recouvrer au 31/12/2024. Il a baissé de 8.40 % par rapport à 2023. Il convient de distinguer les titres antérieurs à 2024 et ceux de l'exercice courant 2024 :

Il reste **196 640.13 €** en 2024 contre 174 970.73 € en 2023 sur **les titres antérieurs à l'année en cours** soit une détérioration de ce solde de restes à recouvrer de **12.39 %**.

8 créances de plus de 5 000 € constituent 73.52 % de ces créances dont :

- L'association Panjol redevable de 30 000 €. Cette association devait bénéficier d'une remise gracieuse de 25 000 € conditionnelle par la délibération 2023-20 votée au conseil d'administration du 20 juin 2023, elle n'a pas honoré sa dette à ce jour.
- La créance d'Hydroption Pour rappel, l'établissement a dû comptabiliser un titre pour la somme significative de 70 136.46 € dans le cadre du redressement judiciaire en novembre 2021 d'Hydroption titulaire de l'accord cadre pour le marché subséquent d'Électricité prévu sur 3 ans et géré par la direction des achats de l'État (DAE). A la suite du préjudice financier pour les établissements publics, la DGFIP a indiqué que les établissements devaient comptabiliser ce préjudice indemnitaire en émettant le titre

correspondant (calcul des indemnités effectué par la DAE pour chaque établissement sur l'écart de prix du marché avec Hydroption et le prix de l'électricité hors marché sur 3 ans). Pour information, ce titre est neutralisé au compte de résultat par l'enregistrement d'une provision en 2021. Cette créance représente 35.66 % des titres restant dus.

- D'autre part, 3 conventions avec des organismes privés et publics sont en attente de règlement pour un total de 21 000 €.
- Enfin, les restes à recouvrer sur des titres antérieurs à 2024 sont composés à **27.79 %** de créances liées à la formation continue pour 54 648.89 €.

En ce qui **concerne les titres émis en 2024**, les restes à recouvrer s'élèvent à **194 142.19 €** en 2024 contre 266 184.56 € en 2023 soit une baisse de **27.06 %**. Comme chaque année, les titres restant à recouvrer ont été émis, en majorité, au dernier trimestre 2024 pour **163 300.27 €** soit **84.11%** des titres émis sur l'année non soldés au 31/12/2024 comprenant 4 titres pour des facturations sur des conventions « recherche » pour 66 826. € et 3 conventions dans le cadre de la formation initiale pour 61 000 €. Cette émission tardive en fin d'année explique le gonflement de ce compte en fin d'année. Les restes à recouvrer des titres de 2024 sont composés de la façon suivante :

- **55.12 %** des titres concernent la formation initiale pour **107 024 €**,
- **33.66 %** des titres concernent la formation continue pour **65 363.57 €**,
- **8.20 %** des titres concernent le Potager \* pour **15 929.62 €**,
- **3.02 %** des titres concernent la recherche pour **5 825 €**.

Pour information, au 31/12/2024, les titres non soldés concernant la formation initiale correspondent en partie 3 conventions dont un atelier pédagogique régional (APR) pour la somme de 61 000 €. D'autre part, certains étudiants n'ont pas payé leurs frais de scolarité car ils étaient en attente d'une prise en charge de la Région dans le cadre de leur inscription en DEP via la formation continue pour 19 896 €.

### **3-5 Les disponibilités :**

Les disponibilités sont composées principalement du solde du compte « dépôt de fonds au trésor » (DFT) du solde de la caisse et des avances et fonds de caisse des régies au 31/12/2024. Le solde des disponibilités est débiteur de **8 035 175.89 €**, il est constitué du :

- Solde débiteur du compte DFT pour 8 016 495.27 €
- Solde débiteur de la caisse pour 106.88 €
- Solde débiteur des régies pour 24 750.74 € qui correspond aux avances reconstituées et fonds de caisse.

Pour information, pour éviter les retards de réception de cartes bancaires par les régisseurs lors de la création de régies d'avances voyages temporaires chaque année, il a été décidé d'un commun accord entre l'agent comptable et l'ordonnateur de créer 7 régies d'avances permanentes pour les voyages récurrents des étudiants. D'autre part, à la suite d'une réorganisation du service de la DCRE une régie d'avance a été créée pour permettre le paiement direct des dépenses du service sur les sites.

\* Produits liés à la boutique, accueil, locations diverses

## 4 LES POSTES DU PASSIF

### 4-1 Les financements reçus :

Tableau des financements de l'actif							
Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
<b>FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT</b>	<b>406 842 012,74</b>	<b>502 340,83</b>	<b>0,00</b>	<b>372 904,56</b>	<b>2 943 509,53</b>	<b>0,00</b>	<b>404 027 939,48</b>
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Financements rattachés à un actif</b>	<b>406 842 012,74</b>	<b>502 340,83</b>	<b>0,00</b>	<b>372 904,56</b>	<b>2 943 509,53</b>	<b>0,00</b>	<b>404 027 939,48</b>
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	397 412 404,30	0,00	0,00	0,00		0,00	397 412 404,30
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Financement des autres actifs :		0,00	0,00	0,00		0,00	
État	9 429 608,44	502 340,83	0,00	372 904,56	2 943 509,53	0,00	6 615 535,18
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
<b>FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT</b>	<b>1 122 585,16</b>	<b>559 184,37</b>	<b>0,00</b>	<b>197 674,18</b>	<b>117 797,20</b>	<b>0,00</b>	<b>1 578 324,13</b>
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres collectivités et établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Financements rattachés à un actif</b>	<b>1 122 585,16</b>	<b>559 184,37</b>	<b>0,00</b>	<b>197 674,18</b>	<b>117 797,20</b>	<b>0,00</b>	<b>1 578 324,13</b>
- Régions	401 100,25	77 950,62	0,00	25 752,15		0,00	453 298,72
- Départements	41 610,00	0,00	0,00	0,00		0,00	41 610,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Autres collectivités et établissements publics	10 000,00	0,00	0,00	0,00		0,00	10 000,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Autres	669 874,91	481 233,75	0,00	171 922,03	117 797,20		1 073 415,41
<b>TOTAUX</b>	<b>407 964 597,90</b>	<b>1 061 525,20</b>	<b>0,00</b>	<b>570 578,74</b>	<b>3 061 306,73</b>	<b>0,00</b>	<b>405 606 263,61</b>

Les « financements reçus de l'État » provenant de la DGER sont comptabilisés à hauteur des dépenses effectuées concernant les travaux sur l'année. Ils s'élèvent à **502 340.83 €**. Les subventions versées sont réparties de la manière suivante :

- **313 963 €** pour le marché dit « travaux similaires » concernant « la restauration des murs du Potager du Roi »,
- **160 000 €** pour le programme de travaux sur les bâtiments intitulés « Bâtiments 2021- 2022 »,
- **28 377.83 €** de subventions pour les travaux de calorifugeage dans le « bâtiment de la Figuerie »,

En fin d'année, la DGER a réaffecté certains financements notifiés les années précédentes sur d'autres marchés de travaux. Des opérations comptables ont été passées, en conséquence, pour transférer d'anciens financements comptabilisés sur les années antérieures sur des comptes d'avances pour un total de – **2 943 509.53 €**. Les principales réaffectations sur des travaux futurs sont les suivantes :

- **2 067 200 €** du financement affecté en 2023 sur l'opération « Bâtiments 2021- 2022 »
- **500 000 €** de subvention d'investissement CPER 21-27
- **229 050.40 €** du financement imputé pour financer le solde du marché de restauration des murs dit « marché similaire ».

Pour information, le solde comprenant les financements de l'année et les opérations de réaffectation est de – **2441 168.70 €** (voir tableau 6 du compte financier 2024 financement de l'actif par l'Etat).

**Les financements reçus de tiers autres que l'État** enregistrés à hauteur des dépenses effectuées dans l'année s'élèvent à **559 184.37 €**

Ils sont composés de trois financements faits par :

- **La Région** pour un solde de **77 950.62 €** concernant la restauration du « Potager du Roi » dans le cadre du **contrat de plan État-Région 2015-2020**,
- **World Monuments Fund (WMF)** pour le financement des « **Bâtiments 2021- 2022** »(restauration La forge) pour **452 122.40 €**.
- **La Fondation du Patrimoine** pour le financement de la façade du jardin de la Quintinie pour le solde à financer soit **29 111.35 €**. Le financement total initial étant de 146 908.55 €, l'excédent du financement est comptabilisé sur un compte d'avance pour 117 797.20 €.

Il faut noter que comptablement, des opérations de financements ne correspondent pas aux versements effectifs des financeurs sur l'année. En effet, la somme inscrite correspond aux dépenses effectivement réalisées sur l'année. Le solde du versement est inscrit sur un compte d'avance (voir infra § 4-3 les dettes non financières).

#### **4-2 Mouvements du report à nouveau créditeur**

La « Fondation » a fait l'objet d'une dissolution par délibération votée au conseil d'administration le 20/06/2024. Le solde du report à nouveau créditeur de **87 554.60 €** de cette dernière a été affecté au report à nouveau du budget principal.

Un titre de 2023 pour la somme de **45 999.60 €** a été pris en charge en double techniquement sur le système informatique. La rectification sur l'année 2024 s'est faite en débitant cette somme du report à nouveau créditeur comme le prévoit l'instruction comptable BOFIP GCP - 17 -0021 du 29/12/2017.

#### **4-3 Les provisions et dépréciations :**

Tableau des Provisions					
Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice Provision utilisée	Provision non utilisée	Solde à la clôture de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse de prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	0,00	20 000,00	0,00		20 000,00
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour pertes sur contrat	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques	0,00	10 565,00	0,00		10 565,00
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions obligatoires similaires	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour restructurations	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour impôts	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0,00	250 000,00	0,00		250 000,00
Provisions pour remises en état	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour CET	7 497,00	21 114,00	0,00		28 611,00
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	50 000,00	40 000,00	0,00		90 000,00
Autres provisions pour charges	617 323,00	142 635,00	0,00		759 958,00
<b>Total des provisions</b>	<b>674 820,00</b>	<b>484 314,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 159 134,00</b>



Pour information, les années précédentes l'établissement reprenait en totalité les soldes de provisions en début d'année et passait les provisions ajustées de l'année en totalité. Cette comptabilisation n'est pas satisfaisante car elle gonfle les masses débitrices et créditrices des comptes. Depuis 2024, l'établissement suit l'instruction comptable en reprenant seulement les variations de l'année soit en comptabilisant une dotation en provision complémentaire ou en faisant une reprise de provision le cas échéant.

### Les provisions pour litiges

Deux nouvelles provisions ont été faites soit une provision « **pour litige** » de **20 000 €** et une provision « **pour risques** » de **10 565 €**

### Les provisions pour charges

La nouvelle provision « **pour gros entretien ou grandes révisions** » a été comptabilisée pour **250 000 €**.

La provision « **autres provisions pour charges** » correspond en totalité aux provisions pour risque de baisse d'activité. Elle passe de 617 323 € à **759 958 €** soit une variation de ce poste de 142 635 € avec une hausse de **23.11 %**. Cette nature de provisions est répartie sur trois secteurs d'activités que sont :

- La recherche. Pour rappel, ces provisions concernent des opérations à venir sur 2025 pour lesquelles il peut y avoir un risque de non-exécution des conventions sous condition et un risque de remboursement potentiel des sommes versées par avance. Elles ont augmenté de **100.56%**.
- La formation continue et le Potager, le calcul étant fait sur la moitié des recettes prévues au budget initial 2025, les provisions ont été revues à la hausse pour la formation continue de **2.76 %** et à la baisse pour le Potager de **20.12 %**.

Provisions pour charge pour risque sur activités	Provisions 2023	variation en €	variation en pourcentage	Provisions 2024	variation en €	variation en pourcentage
activités de recherche	168 592,00 €	-153 108,00 €	-56,15%	338 126,00 €	169 534,00 €	100,56%
Formation continue	277 035,00 €	113 035,00 €	57,09%	284 675,00 €	7 640,00 €	2,76%
Potager du Roi	171 696,00 €	21 696,00 €	14,20%	137 157,00 €	-34 539,00 €	-20,12%
<b>Total</b>	<b>617 323,00 €</b>	<b>-18 377,00 €</b>	<b>-2,95%</b>	<b>759 958,00 €</b>	<b>142 635,00 €</b>	<b>23,11%</b>

La provision « **allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement** » de 50 000 € a été abondée de nouveau pour 40 000 € soit un solde de **90 000 €**.

La provision « **compte épargne temps** » de 7 497 € a été complétée pour 21 114 € soit une provision fin 2024 de **28 611 €** correspondant à **254 jours** de CET toutes catégories confondues.

Tableau des dépréciations				
Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	172 003,97	20 622,00	0,00	192 625,97
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépréciations</b>	<b>172 003,97</b>	<b>20 622,00</b>	<b>0,00</b>	<b>192 625,97</b>

En ce qui concerne **les dépréciations**, une provision complémentaire pour dépréciations des comptes de tiers (compte inscrit au bilan à l'actif circulant) d'un montant de **20 622 €** a été inscrite. Pour rappel, une dépréciation de 70 136.46 € a été effectuée suite à l'émission du titre d'Hydrations en 2021 elle représente 36.41 % des dépréciations des comptes de tiers.

Les nouvelles créances inscrites en 2024 concernent principalement des sommes attendues sur 2 conventions EDF en cours pour un total de 15 000 €. Elles devraient être réglées à l'issue de l'exécution des opérations en cours.

#### **4-4 les autres dettes non financières :**

Tableau des dettes					
Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif			Montants 2023
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans	
<b>Dettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dettes non financières</b>	<b>4 632 868,94</b>	<b>649 466,75</b>	<b>3 983 402,19</b>	<b>0,00</b>	<b>1 890 346,69</b>
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 384,65	31 384,65	0,00	0,00	44 943,90
- Dettes fiscales et sociales	42 994,52	42 994,52	0,00	0,00	9 402,91
- Avances et acomptes reçus	3 983 402,19	0,00	3 983 402,19	0,00	1 666 070,52
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
- Autres dettes non financières	225 757,05	225 757,05	0,00	0,00	169 929,36
- Produits constatés d'avance	347 330,53	347 330,53	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAUX</b>	<b>4 632 868,94</b>	<b>649 466,75</b>	<b>3 983 402,19</b>	<b>0,00</b>	<b>1 890 346,69</b>

**Le poste « autres dettes non financières » a fortement progressé de 145.08 %**

1. **Le poste « avances et acomptes reçus »** totalisent **3 983 402.19 €** en 2024 contre 1 666 070.52 € en 2023 soit un essor de **139.09 %**.

Cette variation exceptionnelle est surtout sensible sur les **comptes d'avances et acomptes reçus**. Pour rappel, à la suite des travaux de la restauration des bâtiments du Potager du Roi 2021/2022 en 2023, **le titre d'avance enregistré pour 2 067 200 €**, concernant le solde d'une dotation en fonds propres hors CPER pour divers travaux versé en 2021 par la DGER, a fait l'objet d'une comptabilisation en financement en 2023. En 2024, la DGER a souhaité réaffecter cette subvention à d'autres travaux à venir. Par conséquent, cette opération se traduit par un nouveau transfert de cette somme du « financement de l'Etat » (voir § 4-1) vers les « autres dettes financières ».

Depuis 2019, l'établissement enregistre la majorité des subventions reçues en titres d'avances dite « méthode de l'avancement » comme prévu par l'instruction « Modalités de comptabilisation des opérations pluriannuelles » (BOFIP –GCP 13-0023 du 6/12/2013). Cette comptabilisation permet d'enregistrer ces opérations en recettes budgétaires impactant favorablement le solde budgétaire. Ces titres d'avances correspondent à des versements reçus en 2024 et sur des années antérieures pour financer des opérations à venir pour lesquelles l'Établissement attend

les notifications définitives de subventions, justifier auprès des financeurs des dépenses faites liées à ce financement ou doit rendre des livrables dans le cadre de conventions.

- **Les titres d'avances pour des subventions versées par l'État et les autres organismes publics**
  - Les principaux versements en solde sur 2024 proviennent de la DGER pour un total de **3 423 954.24 €** et de divers organismes publics à hauteur de **166 070.68 €** correspondant à :
    - Les principales subventions de la DGER :
      - **2 067 200 €** de subvention à réaffecter sur des travaux à venir (voir supra),
      - **746 570.65 €** concernant le solde d'une dotation en fonds propres hors CPER pour divers travaux versé en 2022 (voir le détail des opérations financées par le MASA du 8/12/2022 pour 1 400 000 € sur la notification document 2 de l'annexe de l'agent comptable du compte financier 2022. Pour information, 46 235.53 € de financements ont été réaffectés à cette opération cette année,
      - **500 000 €** de financement à réaffecter sur des travaux à venir dans le cadre du CPER 2021-2027.
    - Les versements des autres organismes publics pour 166 070.68 € correspondent principalement aux financements d'acomptes de diverses conventions ou subventions dont les financeurs sont :
      - Le CEREMA pour 57 600 € concernant la convention pour contribuer à la valorisation du sentier du littoral par l'entrée paysagère reçu en 2023,
      - Le Conseil Régional de Normandie pour un acompte de **31 423.80 €** dans le cadre du CPIER Région Normandie 2023-2024 reçu en 2023,
      - L'agence Erasmus pour **27 928 €** reçus en 2022 dans le cadre de la convention 2022-2023.
  - **Les autres financements d'organismes privés et particuliers** pour **393 377.27 €** concernent principalement :
    - Le versement de **117 797.20 €** par la Fondation du Patrimoine correspondant à une campagne de collecte de dons initiée par une convention en 2014 pour la rénovation de « la Maison de la Quintinie et le projet de la Villa Lenôtre », pour une somme totale de 146 908.55 € dont la somme de 29 111.35 € a été comptabilisée en financement cette année pour le solde des travaux définitifs de la Quintinie
    - Le versement d'un acompte de **75 000 €** par le Réseau de Transport d'Électricité (RTE) dans le cadre d'une convention tripartite entre l'ADEME, RTE et l'ENSP.
    - Les autres financements à hauteur de **88 027.70 €** sont liés à des dons et mécénats de sociétés et de particuliers pour différents projets tels que le « cercle de la Quintinie » ou les travaux de restauration du « Jardin Duhamel ».
    - Les différents acomptes reçus dans le cadre de conventions s'élèvent à **112 552.37 €** dont la somme de 65 545 € dans le cadre d'un projet de recherche avec l'Agence Nationale de la Recherche signé en 2019 pour lequel des livrables sont attendus.

2. **Les dettes fournisseurs et comptes rattachés** pour **31 384.65 €** se rapportent à :
- **Des retenues de garantie** pour 3 588.57 € déduites lors du paiement des factures de marchés de travaux qui seront remboursées un an après la réception des travaux. En 2024, la somme de 24 284.58 € a été remboursées à la suite de la réception de plusieurs marchés depuis 2021.
3. **Les dettes fiscales et sociales** pour **42 994.52 €** correspondent :
- À des « autres charges à payer » pour 26 879.29 € de salaires nets et 16 115.23 € de charges sociales concernant des vacances de décembre 2024 qui seront payées début 2025.
4. **Les autres dettes non financières** pour **225 757.05 €** comprennent principalement les autres encaissements avant prise en charge de titre pour 224 051.22 €. 77.12 % des encaissements correspondent à des produits destinés à la formation initiale avec un total de 172 778.62 € dont un encaissement reçu le 27 décembre de 130 000 € de l'ADASEV pour le financement du CFA 2024-2025.
- 5 **Les produits constatés d'avance** pour **347 330.53 €**. Ce sont des recettes de fonctionnement reçues sur l'exercice pour des biens ou prestations qui seront exécutées dans un exercice futur. Les opérations significatives qui ont fait l'objet de cette comptabilisation sont les suivantes :
- **95 000 €** du premier versement reçu par la Région IDF dans le cadre de la Biennale 2025,
  - **60 000 €** du don reçu par la fondation Eve Marre,
  - **58 918 €** de la convention avec WMF pour le financement d'une chef de Projet pour le Chantier du Siècle,
  - **99 333 €** de reversement de CY Cergy Université dans le cadre de la convention signée en 204 pour la refonte du parcours DEP.



## 5 – NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Le résultat de fonctionnement est de **120 461.06 €** en 2024 contre **1 330 644.67 €** en 2023 soit une diminution de **90.95 %**.

Les produits ont fléchi de **7.82 %** alors que les charges ont augmenté de **12.96 %** ce qui explique baisse du résultat en 2024 par rapport à l'année 2023 ou les produits avaient connu une baisse de 9.97 % légèrement plus élevée qu'une chute aussi des charges de 4.46 %. Cependant, les produits restant supérieurs aux dépenses le résultat dégagé demeure positif.

### 5-1 Concernant les produits :

Compte de résultat - Partie PRODUITS		
PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</b>	<b>3 465 115,40</b>	<b>3 155 278,49</b>
Subventions pour charges de service public	2 416 453,00	2 219 462,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	1 000 678,82	747 521,73
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	3 680,00	52 615,60
Dons et legs	32 000,00	124 550,00
Produits de la fiscalité affectée	12 303,58	11 129,16
<b>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</b>	<b>2 180 681,78</b>	<b>1 769 261,49</b>
Ventes de biens ou prestations de services	2 176 558,09	1 728 372,71
Produits de cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	1 596,49	38 555,98
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	2 527,20	2 332,80
<b>Autres produits</b>	<b>487 320,54</b>	<b>1 728 732,21</b>
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	34 539,00	1 409 391,48
Reprises du financement rattaché à un actif	452 781,54	319 340,73
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 133 117,72</b>	<b>6 653 272,19</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits des participations et des prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financier	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>6 133 117,72</b>	<b>6 653 272,19</b>

Les produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés) ont augmenté de **9.82 %**. Ils représentent **56.49 %** de la totalité des produits contre 47.42 % en 2023.

1. La subvention pour charges de service public de **2 416 453 €** est supérieure à celle de 2023 qui était de 2 219 462 €.

En complément des dotations de la part du ministère de tutelle, il y a principalement la compensation versée par le ministère pour la somme de **170 115 €** en 2024 contre 156 652 € en 2023 pour l'exonération des droits d'inscription des élèves boursiers.

2. **Les subventions de fonctionnement en provenance de l'État autre que la DGER et des entités publiques** affichent un total de **1 000 678.82 € en 2024** contre 747 521.73 € soit une progression de **33.87 %**. Les subventions principales sont :

- Les acomptes du Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires pour **200 000 €** pour l'année 2024 dans le cadre d'une convention pluriannuelle avec l'ENSP signée en 2023 pour le soutien financier aux actions pédagogiques et aux activités de recherche,
- Le produit de **125 000 €** dans le cadre de 5 conventions d'ateliers pédagogiques régionaux (APR) avec divers partenaires publics comme la DEAL de Martinique et la Gendarmerie Nationale. Pour information, 2 autres APR ont été comptabilisés pour 50 000 € en « autres produits d'activités ».
- Le versement de la Région IDF de **100 000 €** dans le cadre de la Biennale 2025.
- La comptabilisation du solde de **51 878.40 €** de la convention CPIER de 2022 avec la préfecture de Normandie.

3. Le poste **« dons et legs »** enregistre un solde **32 000 €** en 2024 contre 124 550 € en 2023. Il s'agit du 1<sup>er</sup> versement de la convention de mécénat signée en 2024 avec la Caisse des dépôts et consignations concernant le financement du centre d'archives des paysagistes.

Pour rappel, ce compte n'est pas représentatif des versements exhaustifs faits sur l'année. Certains dons sont actuellement inscrits au bilan dans le poste « autres dettes non financières » en attente de leur imputation définitive selon la nature de leur affectation en fonctionnement ou investissement (voir § 4-3), d'autres dons ont fait l'objet d'une écriture de produits constatés d'avance (voir § 4-4-5).

**Les produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)** connaissent une progression sensible de **23.25 %** en 2024 (pour rappel en 2023, ils avaient baissé de 17.60 %). Ces produits directs d'activité composent **38.62 %** des produits perçus avec ou sans contrepartie (35.93 % en 2023).

La majorité des secteurs d'activité de l'établissement ont connu une hausse de leur chiffre d'affaires :

1. **Les activités de la recherche** ont légèrement augmenté avec un chiffre d'affaires de **632 668.116 €** en 2024 contre 612 141.58 € en 2023 soit une hausse de **3.35 %**. Les produits les plus significatifs sont :

- **162 000 €** de l'ADEME concernant le 2<sup>ème</sup> acompte de 30 % d'une convention signée en 2023 pluriannuelle 2023-2024 pour le financement des activités de la « Chaire Paysage et Energie »,
- **96 750 €** concernant 2 acomptes de Réseau de Transport d'Électricité (RTE) dont 75 000 € dans le cadre de la convention pluriannuelle de partenariat 2022-2024 pour le financement des activités de la « Chaire Paysage et Energie » et 26 100 € dans une convention de 2024 pour une étude paysagère sur le projet de raccordement du Parc Sud Atlantique,
- **93 960 €** de GEOSOL Manosque pour la convention d'une étude paysagère à Fos-sur-Mer,

- **61 650 € d'EDF** pour la convention pluriannuelle 2022-2023.
2. La formation continue a connu une diminution de **4.09 %** sur cette période avec des émissions de titres de **541 093.01 €** en 2024 contre 564 187.72 € en 2023 après un essor de 27.73 % en 2023,
  3. La formation initiale totalise des recettes concernant les frais de scolarité et frais de concours de **660 845.30 € en 2024** contre 321 738.30 € en soit un essor de **105.40 %**, dont **50 000 €** concernant 2 APR avec EPF IDF et Est Ensemble.
  4. Les activités du Potager ont dégagé un chiffre d'affaires de **293 926.39 €** en 2024 contre 243 166.91 € en 2023 (**121 719.79 €** sur les comptes « ventes » concernant uniquement la boutique et **172 206.60 €** sur le compte « autres produits divers » concernant les visites, locations et autres prestations).
  5. Le poste « produits de la fiscalité affectée » s'élève à **12 303.58 €** pour le solde de la CVEC 2023-2024.

Le poste des « autres produits » diminue de **254.74 %** par rapport à 2023. Pour rappel, une reprise de provision exceptionnelle de 1 409 391.48 € a été comptabilisée pour la totalité des provisions pour charges passées en 2022 qui avait gonflé le solde de ce poste.

## 5-2 Concernant les charges de fonctionnement :

Le compte de résultat enregistre en dépenses seulement des dépenses de fonctionnement et des dotations aux amortissements. Il n'y a pas de charges d'interventions ni de charges financières.

Compte de résultat - Partie CHARGES		
CHARGES	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Achats	45 226,01	24 420,79
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	1 802 833,09	1 640 262,03
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	1 852 716,81	1 649 141,30
Charges sociales	658 666,96	582 142,49
Intéressement et participation	2 235,41	29 746,72
Autres charges de personnel	40 197,93	12 600,71
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	219 421,79	131 996,05
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	1 391 358,66	1 252 317,43
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 012 656,66</b>	<b>5 322 627,52</b>
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0,00	0,00
Transfert aux entreprises	0,00	0,00
Transfert aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transfert aux autres entités	0,00	0,00
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION</b>	<b>6 012 656,66</b>	<b>5 322 627,52</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Charges d'intérêt	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
<b>RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)</b>	<b>120 461,06</b>	<b>1 330 644,67</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>6 133 117,72</b>	<b>6 658 272,19</b>

**Le poste « achats »**, Ce poste concerne les achats pour la boutique. Il a connu un accroissement de **85.20 %** en 2024 (baisse de 35.14 % en 2023). Cette dernière a reconstitué son stock en 2024 et les ventes ont progressé de 20.87 % sur la période.

**Le poste « consommation de marchandises et approvisionnements »**, ce poste a augmenté de **9.91 %** (hausse de 12.96 % en 2023).

1. **Les postes « électricité, chauffage, carburants gaz »** après des augmentations successives depuis 2 ans (hausse de 15.39 % en 2023 et de 20 % en 2022), en 2024 ce poste connaît un léger recul de **1.64 %** passant de 227 294.59 € en 2023 à 223 572.49 € en 2024. Ces dépenses représentent **12.40 %** du poste en 2024 contre 13.85% en 2023. Ce sont les charges d'eau qui après une hausse exceptionnelle de 55.34 % en 2023 ont diminué de nouveau de 59.98 % en 2024.

Par contre, le gaz a augmenté de 30.75 % avec un excédent de 31 898.73 € de charges supplémentaires par rapport à celles de 2024.

L'électricité connaît une relative stabilité avec une diminution de 5 166.20 € sur la période. Pour rappel, l'établissement a bénéficié des tarifs préférentiels du marché « Electricité » contracté au sein de la DAE avec la mise en place d'un tarif été/hiver.

2. **Le poste « des autres fournitures non stockées »** a augmenté de **6.39 %**. C'est surtout les fournitures et matériels d'enseignement qui ont progressé de 47.73 % passant de 18 235.57 € en 2023 à 38 207.21 € en 2024.
3. **Le poste « achats de sous-traitance et services extérieurs »** a évolué de **28.40 %** ce sont essentiellement les locations et autres charges locatives qui ont explosé de 34.48 % passant de 98 941.32 € à 133 060.70 € en 2024 soit 34 119.38 € de charges supplémentaires dues au déménagement du site de Marseille.
4. **Le poste « autres services extérieurs »** a connu une hausse de **7.45 %**. Ces charges constituent **49.71 % des charges de fonctionnement** (hors charges du personnel) avec un total de 1 005 271.57 € en 2024 soit de nouvelles charges de plus de 69 677.89 € par rapport à 2023. Malgré cette apparente stabilité, il faut noter de fortes variations selon les différentes natures de dépenses composant ce poste :
  - **Les frais de déplacements, de missions et de réception** ont été réduits de 28 997.32 €, ils totalisent sur la période 104 035.92 €. Pour rappel, en 2023 Les frais de missions avait augmenté de 43.51 % passant de 53 795.31 € à 77 201.15 €. Ils sont de 66 161.28 € en 2024.
  - **Frais postaux et de télécommunications** ont fortement diminué sur la période de 56.93 % passant de 53 865.49 € à 23 200.50 €,
  - **Les frais de prestations extérieures d'informatique** s'élèvent en 2024 à 135 255.27 € contre 109 618.92 € en 2023 soit une progression de 23.39 %,
  - **Frais concernant les voyages d'études pour les élèves** qui augmentent de nouveau en 2024 de 87 018.14 € soit un essor de 42.82 % (hausse de 6.20 % en 2023) par avec un total de 290 244.61 € à la suite de la reprise des ateliers pédagogiques régionaux depuis 2023. Ce poste représente 28.87 % du poste « autres services extérieurs » contre 19.65 % en 2022.



**Le poste « charges du personnel »** a augmenté de **10.87 %** (hausse de 8.31 % en 2023) dont sur :

- **La rémunération du personnel**. Hausse de 12.34 % Les principales raisons de cette évolution sont la progression du nombre d'ETPT passant de 40.57 ETPT en 2023 à 42.6 ETPT en 2024.
- **Les charges sociales** ont suivi cette progression avec une hausse de 13.15 %.

**Le poste « autres charges de personnel »** a modérément diminué de 5.08 %. Ces opérations correspondent majoritairement aux indemnités chômage qui sont passées de 31 206.63 € en 2023 à **38 285 €** en 2024 soit une hausse de **22.66 %**.

**Le poste « autres charges de fonctionnement »** a fortement augmenté de **66.23 %**.

- **Les « droits d'auteur et de reproduction »** connaissent une croissance exceptionnelle de 742.97 % passant de 14 063.09 € à 118 547.20 €. C'est dû principalement au versement préalable de 100 000 € pour l'organisation de la Biennale 2025.
- **Les « autres charges spécifiques »** correspondent principalement au versement de diverses aides au déplacement des étudiants pour la somme de **39 810 €** en 2024 contre 35 850 € en 2023. Ces aides permettent de verser une allocation forfaitaire aux étudiants lors des ateliers pédagogiques régionaux.

### Le calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement correspond au surplus monétaire potentiel dégagé par les opérations de gestion de l'établissement.

Elle représente donc l'excédent des ressources internes dégagées par l'activité de l'établissement et peut s'analyser comme une ressource durable.

Au-delà de la détermination du résultat, qui correspond à la différence entre tous les produits et toutes les charges, la CAF représente le résultat des seules opérations susceptibles d'avoir une action sur la trésorerie.

CAF		
Libellé	Montant 2024	Montant 2023
Résultat Net	120 461,06	1 330 644,67
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 391 358,66	1 252 317,43
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	34 539,00	1 409 110,68
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
- produits de cession d'éléments d'actifs	0,00	0,00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	452 781,54	319 340,73
= CAF ou IAF*	1 024 499,18	854 510,69

La CAF est positive et connaît une hausse de **19.89 %** en 2024 malgré un résultat net de 120 461.06 € bien inférieur à celui de 2023.

La variation des écritures retraitées des opérations non financières du résultat net est positive de 904 038.12 €. En détaillant les écritures de retraitement, ce sont les écritures concernant les dotations aux amortissements et aux provisions pour 1 391 358.66 € qui alimentent fortement la CAF :

- Les dotations aux provisions et sont supérieures de **504 936 €** aux dépréciations reprises sur provisions et dépréciations.
- Les dotations aux amortissements sont supérieures à la reprise des quotes-parts de subventions d'investissements de **399 102.12 €**. Cet écart est principalement la conséquence des nouvelles dotations des amortissements annuels pour 340 192 € concernant les travaux définitifs comptabilisés fin 2024.

### Le calcul du fonds de roulement (FDR)

Le fonds de roulement représente la différence entre les ressources stables et les emplois stables et traduit la marge de manœuvre dont dispose l'établissement sur les éléments à caractère durable de son patrimoine.

SPE1 : Evolution de la situation patrimoniale			
EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	0,00	Capacité d'autofinancement	1 024 499,18
Investissements	2 133 864,66	Financement de l'actif par l'Etat	-2 441 168,70
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	559 184,37
		Autres ressources	-45 999,60
Remboursement des dettes financières	0,00	Augmentation des dettes financières	0,00
TOTAL EMPLOIS	2 133 864,66	TOTAL RESSOURCES	-903 484,75
Apport au fonds de roulement	0,00	Prélèvement sur fonds de roulement	3 037 349,41

Habituellement, l'établissement dégage chaque année un apport en fonds de roulement, l'année dernière, il était de 857 887.74 € avec un niveau de fonds de roulement de 6 925 074.25 €.

Cette année, à la demande de la DGER, certains financements reçus du ministère de tutelle pour des travaux déjà effectués ont dû être réaffectés pour des marchés à venir (voir §4-2). Comptablement, ces retraitements concernent des opérations pluriannuelles avec contrepartie directe. Par conséquent, il a été appliqué la « méthode de l'avancement » (voir § 4-4-1). Cette opération s'est traduite par une réduction du compte du financement de l'actif par l'état (compte 104131) pour la somme de 2 943 509.53 € pour transférer cette somme sur un compte d'avances sur financements et subventions (compte 44191 voir § 4-4-1).

Cette régularisation a eu pour conséquence de diminuer les ressources qui deviennent exceptionnellement négatives. Parallèlement, la politique d'investissement a continué cette année avec une acquisition de biens à l'actif pour la somme de **2 133 864.66 €**. La capacité d'autofinancement de 1 024 499.18 € a permis le financement de l'actif, mais aucun financement n'a permis de couvrir le restant d'investissement pour 1 109 365.48 €. Par conséquent, ce dernier a contribué au prélèvement du fond de roulement qui totalise **3 037 349.41 €**

### Le calcul du besoin de fonds de roulement (BFR)

Le besoin en fonds de roulement représente la différence entre les emplois d'exploitation et hors exploitation (actif circulant) et les ressources d'exploitation et hors exploitation (dettes). Cette grandeur mesure le besoin de financement lié à l'activité de l'établissement.

BFR	2022	2023	2024
Solde Dt CI 3	18 572,23	19 937,81	54 965,25
Solde Dt CI 4	380 837,24	490 115,12	431 504,81
Solde Dt Cpte 50	0,00	0,00	0,00
Solde Ct CI 4 moins le 49	4 355 751,29	1 891 093,07	4 633 921,11
BFR	<b>-3 956 341,82</b>	<b>-1 381 040,14</b>	<b>-4 147 451,05</b>

Le besoin de fonds de roulement est toujours négatif sur la période, il a connu une progression de **200.31 %**. C'est une augmentation de ressources qui permettra de couvrir les financements à venir. Ce résultat est la conséquence directe de la réaffectation des financements sur des comptes d'avances.

Les comptes du passif de **4 633 921.11 €** sont très supérieurs aux comptes de l'actif circulant qui totalisent **486 470.06 €** (inclus les créanciers et les stocks) ce qui explique ce besoin de fonds de roulement négatif de **4 147 451.05 €**.

Cette opération se traduit par un transfert du fonds de roulement vers le besoin de fonds de roulement

### Le calcul de la trésorerie

La trésorerie est la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement

SPE2 : Variation et niveau de fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie	
Libellé	Montants
Variation du Fonds de Roulement : Apport ou Prélèvement	-3 037 349,41
Variation du Besoin en Fonds de roulement (Fonds de roulement - Trésorerie)	-2 766 410,91
Variation de la Trésorerie : Abondement ou Prélèvement	-270 938,50
Niveau du Fonds de Roulement	3 887 724,84
Niveau du Besoin en Fonds de Roulement	-4 147 451,05
Niveau de la Trésorerie	<b>8 035 175,89</b>

La variation du fonds de roulement étant inférieure à celle du besoin en fonds de roulement, la variation de trésorerie fléchit de **270 938.50 €** avec un niveau final de **8 035 175.89 €**

## 6- LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Flux de trésorerie		
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b>		
<b>ENCAISSEMENTS</b>	<b>6 415 606,97</b>	<b>5 612 256,70</b>
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	3 843 731,44	3 811 732,34
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	2 571 875,53	1 800 524,36
<b>DECAISSEMENTS</b>		
Charges de fonctionnement	4 578 201,41	4 119 269,57
Charges de personnel	2 519 497,12	2 295 891,16
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	2 058 704,29	1 823 378,41
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	0,00	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 837 405,56</b>	<b>1 492 987,13</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>ENCAISSEMENTS</b>	<b>0,00</b>	
Cessions d'immobilisations incorporelles	0,00	
Cessions d'immobilisations corporelles	0,00	
Cessions d'immobilisations financières	0,00	
Autres opérations	0,00	
<b>DECAISSEMENTS</b>	<b>2 147 180,46</b>	<b>2 915 704,67</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	92 450,00	74 529,10
Acquisitions d'immobilisations corporelles	2 038 256,44	2 850 253,78
Acquisitions d'immobilisations financières	3 158,22	
Autres opérations	13 315,80	-9 078,21
<b>TOTAL (II)</b>	<b>-2 147 180,46</b>	<b>-2 915 704,67</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
<b>ENCAISSEMENTS</b>	<b>179 075,55</b>	<b>-222 320,58</b>
Dotations en capitaux propres	0,00	
Emissions d'emprunts	0,00	
Autres opérations	179 075,55	-222 320,58
<b>DECAISSEMENTS</b>	<b>140 239,15</b>	<b>71 575,82</b>
Remboursements d'emprunts	0,00	
Autres opérations	140 239,15	71 575,82
<b>TOTAL (III)</b>	<b>38 836,40</b>	<b>-293 896,40</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GEREES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS</b>		
<b>ENCAISSEMENTS</b>	<b>2 000,00</b>	<b>400,00</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>		<b>1 200,00</b>
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>2 000,00</b>	<b>-800,00</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)</b>	<b>-268 938,50</b>	<b>-1 717 413,94</b>
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>8 306 114,39</b>	<b>10 023 528,33</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>8 035 175,89</b>	<b>8 306 114,39</b>

Ce tableau de flux de trésorerie permet de voir la nature des encaissements et des décaissements de l'année.

- **le flux de trésorerie lié à l'activité** correspond aux flux budgétaires des opérations hors dépenses d'investissement. Il est de **1 837 405.56 €** contre 1 492 987 € en 2023. Les encaissements ont augmenté de **14.31 %** plus fortement que les décaissements qui ont aussi progressé de **11.14 %**. Cette évolution explique cette hausse du flux de trésorerie lié à l'activité de **23.07 %**. Ce flux permet de nuancer la comptabilisation des produits au compte de résultat et surtout en variation de fonds de roulement. Comme expliqué supra, la réaffectation des financements a fortement impacté la variation du fonds de roulement alors qu'elle ne génère aucune incidence budgétaire, ces sommes ayant été comptabilisées budgétairement sur leur année d'encaissement.

- **le flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement** correspond aux décaissements liés aux biens acquis et travaux et aux encaissements pour le prix de cessions des biens vendus. Le flux a diminué de **26.43 %** par rapport à 2023. Cette baisse reflète la diminution des travaux qui pour la plupart se sont soldés. Ce solde de **2 147 180.46 €** est repris sur le tableau de trésorerie du compte financier sur la ligne investissement pour opérations fléchées et non fléchées. Le financement de ces travaux a été enregistré budgétairement sur des exercices antérieurs mais comptablement il a été comptabilisé au bilan en financement de l'actif en 2024.

- **le flux de trésorerie lié aux opérations de financement** correspond à toutes les opérations non budgétaires comme la TVA, les emprunts et autres encaissements et décaissements enregistrés sur des comptes de tiers. Le flux a diminué de **113.21 %** avec des encaissements qui ont augmenté plus rapidement que les décaissements.

- **le flux de trésorerie lié aux opérations gérées pour le compte d'organismes tiers** correspond aux opérations gérées pour le compte des organismes tiers. L'établissement comptabilise depuis 2023 une opération « aide à la mobilité à l'étranger » versée par la DGER. Cette aide est reversée en totalité aux étudiants. La balance d'entrée de ce compte était créditrice, début 2024, de 2 000 € en comptabilité générale. En 2024, cette somme a été payée, et un nouveau versement de 2000 € a été fait. Le solde balance de sortie est de 2000 €. Les autres opérations pour compte de tiers comme « Erasmus » sont gérées en dépenses et recettes sur les comptes du résultat.

## **7 - LA BALANCE DES VALEURS INACTIVES**

Sans Objet.

## **8 – AUTRES INFORMATIONS**

Des opérations non encore traduites en comptabilité générale peuvent avoir une influence sur l'appréciation de la situation financière de l'organisme. Il s'agit d'engagements de type financier ou contractuel accordés par l'organisme. Ces engagements se caractérisent par l'existence de documents contractuels ou juridiques liant l'organisme à un tiers.

Les engagements hors bilan significatifs de l'établissement sont principalement des engagements financiers :



### **Les Recettes à percevoir**

- **Convention de partenariat avec l'ADEME pour la période 2022-2024** pour le financement de la « Chaire et Paysage et Energie » signée fin 2022 pour 540 000 € à il reste à percevoir le solde de **216 000 €** en 2025.
- **Convention avec la Direction Générale des affaires Maritimes de la Pêche et de l'Aquaculture pour 400 000 €** dont 100 000 € par an de 2023 à 2026 à confirmer par un avenant annuel concernant le projet « Développer la collaboration des acteurs du monde maritime et des professionnels du paysage »,
- **Convention cadre avec le Conseil Départementale de la Gironde pour la conduite de 5 APR pour 75 000 €** soit 15 000 € par APR de 2024 à 2028. Il reste 51 000 € à percevoir d'ici 2028.

### **Les Dépenses engagées ou prévues en matière de travaux à venir**

Fin 2024 est une période transitoire. De nombreux travaux immobiliers se sont terminés. En reprenant le tableau 9 du compte financier 2024, concernant les opérations pluriannuelles, les marchés de travaux engagés sont soldés. Les nouveaux marchés à venir et en particulier « le Chantier du Siècle » ne sont pas encore engagés juridiquement, par conséquent, ils peuvent pas faire l'objet d'une estimation au niveau comptable à ce jour.

### **LA FONDATION**

La fondation, service à comptabilité distincte (SACD) créé en 2019 ne fonctionne plus depuis 2022. Elle a été dissoute par délibération votée au conseil d'administration du 20/06/2024.

Le fonds de roulement et le niveau de trésorerie pour ce budget fin 2023 de **87 554.60 €** ont été réintégrés sur le report à nouveau du budget principal.

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	NET
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	493 742,48	191 408,09	302 334,39	266 917,73
Immobilisations corporelles				
Terrains	394 705 450,72	52 433,43	394 653 017,29	394 651 642,62
Constructions	22 791 161,17	11 079 943,40	11 711 217,77	5 462 203,20
Installations techniques, matériels et outillage	1 028 365,88	721 880,92	306 484,96	210 221,69
Collections	1 768,91	0,00	1 768,91	1 768,91
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	3 564 280,90	3 072 685,55	491 595,35	392 610,08
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	33 602,98	0,00	33 602,98	5 237 427,13
Avances et comptes sur commandes	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	5 881,80	0,00	5 881,80	4 289,31
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	6 207,20	0,00	6 207,20	3 048,98
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>422 630 462,04</b>	<b>15 118 351,39</b>	<b>407 512 110,65</b>	<b>406 230 129,65</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Stocks	54 965,25	0,00	54 965,25	19 937,81
Créances				
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission Européenne	21 483,47	0,00	21 483,47	21 338,00
Créances sur les clients et comptes rattachés	404 080,18	192 625,97	211 454,21	269 151,32
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	4 888,99	0,00	4 888,99	560,05
Charges				
Charges constatées d'avances	0,00	0,00	0,00	26 315,40
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)</b>	<b>485 417,89</b>	<b>192 625,97</b>	<b>292 791,92</b>	<b>337 302,58</b>
<b>TRÉSORERIE</b>				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	8 035 175,89	0,00	8 035 175,89	8 306 114,39
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL TRÉSORERIE ACTIF</b>	<b>8 035 175,89</b>	<b>0,00</b>	<b>8 035 175,89</b>	<b>8 306 114,39</b>
Comptes de régularisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GÉNÉRAL ACTIF</b>	<b>431 151 055,82</b>	<b>15 310 977,36</b>	<b>415 840 078,46</b>	<b>414 873 546,62</b>

<b>PASSIF</b>	<b>EXERCICE 2024</b>	<b>EXERCICE 2023</b>
<b>FONDS PROPRES</b>		
Financement de l'actif par l'État	404 027 939,48	406 842 012,74
Financement de l'actif par des tiers	1 601 892,55	1 122 585,16
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	3 476 015,03	3 476 015,03
Report à nouveau	821 767,40	-462 877,67
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	120 461,06	-12 745,71
Provisions réglementées	0,00	0,00
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>410 048 075,52</b>	<b>410 964 989,55</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	30 565,00	0,00
Provisions pour charges	1 128 569,00	674 820,00
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>1 159 134,00</b>	<b>674 820,00</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts sociaux souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>DETTES NON FINANCIÈRES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 384,65	44 943,90
Dettes fiscales et sociales	42 994,52	9 402,91
Avances et acomptes reçus	3 983 402,19	1 666 070,52
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	2 000,00	2 000,00
Autres dettes non financières	225 757,05	167 929,36
Produits constatés d'avance	347 330,53	0,00
<b>TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES</b>	<b>4 632 868,94</b>	<b>1 890 346,69</b>
<b>TRÉSORERIE</b>		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
<b>TOTAL TRÉSORERIE PASSIF</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Compte de régularisation	0,00	0,00
Écarts de conversion Passif	0,00	0,00
<b>TOTAL GÉNÉRAL PASSIF</b>	<b>415 840 078,46</b>	<b>413 530 156,24</b>



## Agrégé (Etablissement principal / BA / SACD)

CHARGES	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Achats		
Achats	45 226,01	24 420,79
Consommations		
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	1 802 833,09	1 640 262,03
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	1 852 716,81	1 649 141,30
Charges sociales	658 666,96	582 142,49
Intéressement et participation	2 235,41	29 746,72
Autres charges de personnel	40 197,93	12 600,71
Autres Charges		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	183 974,99	71 935,68
Dotations		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des charges cédés	1 391 358,66	1 252 317,43
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 977 209,86</b>	<b>5 262 567,15</b>
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	35 446,80	60 060,37
Transferts aux entreprises	0,00	0,00
Transferts aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transferts aux autres collectivités	0,00	0,00
Autres Charges		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations		
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION</b>	<b>35 446,80</b>	<b>60 060,37</b>
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION</b>	<b>6 012 656,66</b>	<b>5 322 627,52</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Charges d'intérêts	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
Résultat de l'activité (bénéfice)	120 461,06	1 330 644,67
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>6 133 117,72</b>	<b>6 653 272,19</b>

## Agrégé (Etablissement principal / BA / SACD)

PRODUITS	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	2 416 453,00	2 219 462,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'État et des autres entités publiques	1 000 678,82	747 521,73
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'État et des autres entités publiques	3 680,00	52 615,60
Dons et legs	32 000,00	124 550,00
Produits de la fiscalité affectée	12 303,58	11 129,16
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)		
Vente de biens ou prestations de services	2 176 558,09	1 728 372,71
Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	1 596,49	38 555,98
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	2 527,20	2 332,80
Autres produits		
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	34 539,00	1 409 391,48
Reprise du financement rattaché à un produit	452 781,54	319 340,73
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 133 117,72</b>	<b>6 653 272,19</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produit des participations et prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Résultat de l'activité (perte)	0,00	0,00
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>6 133 117,72</b>	<b>6 653 272,19</b>



## Conseil d'Administration du 13 mars 2025 Compte Financier 2024

Le rapport sur le compte financier 2024 est présenté en commun par l'agent comptable et l'ordonnateur.

### Note détaillée de la comptabilité budgétaire

#### Synthèse et faits marquants :

Malgré les défis budgétaires et financiers auxquels l'Ecole nationale supérieure de paysage (ENSP) a été confrontée au cours de l'année 2024, l'établissement clôt favorablement cet exercice comptable grâce à sa gestion agile, ses efforts constants de maîtrise des dépenses et sa capacité à diversifier ses sources de financement à l'appui de ses projets stratégiques, qui n'a cessé de croître au cours des trois dernières années. Désormais 59 % des recettes budgétaires de l'ENSP sont assurées par des ressources autres que la SCSP (contre 40 % en 2021). L'institution présente à son Conseil d'Administration des comptes à l'équilibre, un bilan renforcé et des réalisations significatives, notamment en matière d'investissements.

Comme évoqué à l'occasion du Budget rectificatif en novembre dernier, le Budget initial 2024 a été réalisé dans des conditions particulières peu satisfaisantes en raison notamment de l'absence d'un directeur administratif et financier (DAF) depuis plus d'un an. Elaboré de manière « technique » par le précédent secrétaire général (SG), il était fondé sur des hypothèses prudentielles et peu précises, notamment pour les prévisions de recettes. Avec l'arrivée du DAF en avril dernier et du SG à la mi-octobre, le budget rectificatif élaboré en novembre 2024 a permis d'en questionner et ajuster, assez sensiblement parfois, ses hypothèses initiales. Cependant certaines surévaluations du budget initial 2024 n'auront pu être précisées qu'à l'occasion de la clôture comptable, sans incidence significative sur la sincérité des comptes puisqu'elles portaient sur des autorisations d'engagement d'investissement.

En dépit de ces conditions d'élaboration et d'un contexte budgétaire contraint, l'ENSP a su mettre à profit l'exercice 2024 pour poursuivre le développement et l'amélioration de ses missions :

- La croissance des effectifs étudiants s'est poursuivie (++3.4% vs 2023 au global, dont 21% à Marseille) soit une augmentation + 50 % par rapport à 2019/20.
- Onze Ateliers pédagogiques régionaux (APR) ont été lancés à la rentrée de septembre 2024 contre cinq seulement lors de leur relance en 2023, pour un montant consolidé de 150 k€ (perçus à ce titre en 2024)

- Le développement de la recherche s'est poursuivi (nouvelles convention avec EDF et Geosol notamment), ainsi que l'accueil de nouveaux fonds d'archives de paysagistes (fonds Prévosteau et Tricaud notamment).
- L'effort de restauration du patrimoine végétal du Potager s'accélère, notamment grâce à trois nouveaux jardiniers recrutés avec l'appui du MASA, pour améliorer l'entretien du potager, conduire l'ambitieux plan de replantation et préparer la certification intégrale en bio des productions du potager en 2025 ; une campagne de parrainage des replantations d'arbres a été relancée avec succès pour aider au financement de cet effort.
- Le chiffre d'affaires de la boutique a été maintenu (294 k€ hors BAP vs 300 k€ en 2023) en dépit d'une baisse du nombre de visiteurs sur le site au cours de l'année (33 317 visiteurs, soit - 25 % par rapport à 2023) s'expliquant par une météo désastreuse et par l'impact des jeux olympiques.
- En dépit de l'interruption des financements apportés aux stagiaires par la Région Ile-de-France, le chiffre d'affaires de la formation continue (576k€) est meilleur qu'escompté au moment du BR, grâce aux efforts vigoureux d'accompagnement des stagiaires impactés et au décalage habituel des encaissements.
- Un important travail sur l'identité de marque du Potager a également été réalisé, préalable indispensable à la poursuite de la croissance des activités de la boutique (visites, ventes de produits transformés, privatisations etc.), sur SCSP exceptionnelle versée en 2022.
- Les actions en matière de formation des personnels ont été renforcées (18,5 k€ vs 10 k€ en 2023).
- Les heures compensatoires ont été payées à tous les enseignants pouvant en bénéficier, pour la première fois (5,2 k€).
- Enfin 2024 a également vu le lancement du travail de préparation de la BAP! 2025, événement à forte visibilité nécessitant un important travail de pilotage financier et budgétaire.

En matière d'investissement, l'ENSP a continué à améliorer la sécurité et la qualité de ses infrastructures, ainsi que les conditions de vie, de travail et d'enseignement sur le site de Versailles :

- L'achèvement de l'opération de rénovation du clos et couvert des bâtiments historiques du Potager du Roi (Pavillons Quintinie, Hardy et Figuerie) pour un montant de 3,57 M€ ;
- La rénovation d'espaces de travail au Saint-Louis et de salles d'enseignement à la Figuerie (Grand Amphi, Salle Edouard André) ;
- La rénovation de deux logements pour nécessité absolue de service, très vétustes ;
- La poursuite de l'investissement dans nos infrastructures informatiques, pour une meilleure performance d'usage et une plus grande sécurité de nos systèmes, et la refonte de l'outil de gestion comptable et financière FIPEP (cf. infra) ;
- La poursuite des efforts de calorifugeage, sur certificats d'économies d'énergie et en employant une SCSP exceptionnelle versée en 2022.

Forte d'équipes renforcées et enfin stabilisées, l'ENSP a su améliorer sa gestion et maîtriser ses fondamentaux, notamment :

- En matière de dépenses : postes gelés (ex. adjoint DAF, Directeur du Potager, chef de projet FIPEP, etc.), baisse des frais de déplacements, frais postaux et de télécommunications, frais de mission (cf. rapport agent comptable), sobriété environnementale (ex conditions tarifaires améliorées sur la base du marché d'électricité de la DAE, -4,3% de consommation de gaz en kw/h vs 2023, -33% vs 2019).

- En termes de saturation des plafonds d'emplois T2 : en 2024, l'établissement a ainsi consommé 61,3 ETPT contre 58,66 en 2023 (pour un plafond fixé à 62 ETPT sur le Titre 2 – cf. infra).

L'année 2024 a également été marquée par de nombreux recrutements qui ont permis progressivement de remédier à la vacance récurrente de nombreux postes.

2024 s'est enfin également avérée productive dans la conduite de nombreux chantiers stratégiques pour l'avenir, rendus possibles par l'accompagnement de notre tutelle mais également par l'obtention de financements extérieurs : mise en place de l'Ecole supérieure de jardin sur mécénat de la Fondation Diptyque, refonte de l'offre de formation initiale grâce au financement de la CY Alliance, structuration du Chantier du siècle accompagnée par le World Monuments Fund, etc. Des réorganisations à budget constant ont également permis d'accompagner le développement de l'école, en particulier la bonne intégration du site marseillais de l'ENSP à l'IMVT et l'effort accru de communication externe et interne.

Du point de vue de la qualité budgétaire et comptable, l'exercice aura été l'occasion, grâce à l'excellente collaboration entre comptable et ordonnateur, de procéder à plusieurs améliorations notables (cf. annexe Agent Comptable), en particulier un important travail de remise à plat des subventions d'investissement perçues depuis 2021 et leur réaffectation comptable à certaines opérations prioritaires à l'issue d'une concertation étroite avec la DGER.

On note également au registre des éléments ayant un impact comptable, la clôture au CA du 20 juin 2024 de la fondation de l'ENSP, qui ne faisait plus l'objet de mouvements comptables depuis plusieurs années. Dans ce cadre, 87,5 k€ ont été rapatriés dans les comptes de l'établissement.

L'année 2024 a aussi été marquée par le lourd changement de logiciel de gestion financière FIPEP (filiale Inetum) au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Complexe et chronophage pour les équipes, son déploiement doit permettre une modernisation, une dématérialisation complète et une sécurisation (par approfondissement du contrôle interne) de la chaîne comptable et financière. Un deuxième grand chantier en matière comptable s'ouvre en 2025 avec la migration dans un module de gestion des immobilisations, qui va imposer le nettoyage d'un inventaire des immobilisations n'ayant été l'objet d'aucune sortie depuis des décennies.

Ainsi l'ENSP présente un compte de résultat en léger excédent de + 120 k€ (2 % / total des 6,1 M€ de produits du tableau 6), en amélioration significative par rapport au BR, ainsi qu'un solde budgétaire certes négatif de – 309 k€, mais toutefois largement amélioré par rapport au BR (- 650 k€) et au BI (- 2.3 M€).

Cette amélioration vient essentiellement du fait que l'établissement aura réalisé moins d'investissements que prévu (2,15 M€ contre les 3,9 M€ anticipés au BI), ce qui n'en constitue pas moins le deuxième montant le plus important de la décennie passée. Rapporté à un budget modeste, il s'agit d'un effort très important (32 % des dépenses budgétaires). L'opération majeure dite « des bâtiments historiques » est ainsi clôturée (restauration du pavillon La Quintinie, de la Figuerie et du Hardy, du bâtiment de La Forge et des murs du 1<sup>er</sup> des Onze).

La trésorerie termine également à un niveau important (8 M€ / - 270 k€ par rapport à fin 2023), alors que le BI prévoyait une diminution à 5,8 M€. Compte tenu du travail de remise à plat des sommes intégrant la trésorerie fléchée réalisée avec l'agence comptable et des consommations de l'exercice, son solde est 300 k€ au compte financier 2024. L'établissement reste face à des besoins financiers très élevés pour la restauration de son site de Versailles, à commencer par les clos couverts de plusieurs bâtiments. La mise en place d'un nouveau plan pluriannuel d'investissement (PPI) doit permettre, dans le courant de l'année 2025, en articulation avec la DGER, le SG MASA et l'OPPIC, de repréciser le chiffrage et le cadencement des opérations immobilières du « Chantier du siècle » à horizon de cinq ans.

Ainsi, si l'on met de côté l'enjeu majeur et préoccupant des restaurations urgentes de son patrimoine bâti, qui dépassent significativement ses capacités contributives sans que des ressources financières soient identifiées à ce stade, la situation de l'établissement demeure saine et équilibrée. Dans un contexte de contrainte accrue pesant sur les finances publiques et de morosité économique au niveau national, l'ENSP entend maintenir une gestion budgétaire agile et prudentielle sur 2025, sans renoncer au portage des grands projets structurants de l'établissement.



## A) Cycle d'exploitation :

### a. Bilan recettes & dépenses par nature :

#### i. Dépenses :

#### 1. Personnel – effectifs

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT		ETPT		ETPT	
	BR 24	CF 24	BR 24	CF 24	BR 24	CF 24
<b>TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES</b>	<b>28,74</b>	<b>28,64</b>	<b>14,0</b>	<b>14,0</b>	<b>42,74</b>	<b>42,64</b>
<b>1 - TITULAIRES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2 - CONTRACTUELS</b>	<b>28,99</b>	<b>28,64</b>	<b>14,0</b>	<b>14,0</b>	<b>28,99</b>	<b>28,64</b>
* Contractuels de droit public	28,74	28,14	14,0	14,0	42,7	42,1
<i>δCDI</i>	18,02	17,77	0,5	0,5	18,52	18,27
<i>δCDD</i>	10,72	10,37	13,5	13,5	24,22	23,87
* Contractuels de droit privé	0,25	0,5			0,25	0,5
<i>δCDI</i>	0,25	0,5			0,25	0,5
<i>δCDD</i>	0	0			0	0

On constate :

- une quasi saturation des ETPT sous plafond ACB, avec une très légère sous-consommation de 0,1 ETPT par rapport au budget rectificatif.
- une sous-consommation globale des ETPT sous plafond (28,6 / 32 en 2024 et 26.66 / 30 en 2023) s'expliquant par les difficultés récurrentes rencontrées dans le recrutement des nouveaux jardiniers financés par la SCSP, et par l'effort de saturation du plafond T2 (cf. infra). La consommation plafond ACB devrait également atteindre son niveau de saturation dans le courant de l'année 2025.

Concernant le hors plafond, de gros efforts ont été engagés pour consommer les enveloppes budgétaires allouées dans le cadre de conventions de partenariat, malgré les difficultés de gestion induites par la multiplication de contrats souvent de courtes durées.

## 2. Personnel – dépenses :

## a. Dépenses de personnel sur le budget de l'école

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	Dépenses de personnel		Dépenses de personnel		Dépenses de personnel	
	BR 24	CF 24	BR 24	CF 24	BR 24	CF 24
<b>TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES</b>	<b>1 513 766</b>	<b>1 357 818</b>	<b>586 099</b>	<b>659 593</b>	<b>2 673 644</b>	<b>2 519 497</b>
1 - TITULAIRES						
2 - CONTRACTUELS	1 513 766	1 357 818	586 099	659 593	2 099 866	2 017 411
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL					573 778	502 086

Les dépenses budgétaires de personnel atterrissent à 2,52 M€, soit près de 5,8 % en dessous de la prévision du BR de 2, 67 M€. Si cet écart de 154 k€ peut paraître important, il importe de rappeler que le BR comportait une marge de 50 k€ afin de pallier tout risque pour passer les dernières paies de novembre et décembre. Par ailleurs, le BR incluait également le passage en paie des vacataires de décembre, ce qui ne s'est pas avéré possible pour des questions de contraintes calendaires (43 k€ ont bien été rattachés à l'exercice en comptabilité patrimoniale mais pas dans les flux budgétaires). Pour le reste, l'atterrissage s'explique également par la légère sous-consommation des ETPT sur le sous-plafond, induite notamment par la vacance de certains postes. On constate aussi des effets prix, délicats à anticiper, comme en témoigne la décorrélation entre les ETPT et les dépenses sous-plafond et hors plafond.

	Dépenses de personnel (AE = CP)		
	BR 24	CF 24	Tx conso.
D1 - Immobilier	46 179	45 687	99%
D2 - Gouvernance et support	391 198	311 344	80%
D3 - Vie étudiante	0	0	
D4 - Formation initiale	842 722	737 986	88%
D5 - Formation continue	288 224	283 421	98%
D6 - Recherches et transferts	564 783	591 184	105%
D7 - Plateaux techniques	481 781	491 092	102%
D8 - Prestations de services	58 756	58 782	100%
<b>Total</b>	<b>2 673 644</b>	<b>2 519 497</b>	<b>94%</b>



Les dépenses de personnel ventilées par grandes destinations révèlent une assez grande homogénéité en terme de taux d'exécution (une fois corrigés les impacts de la marge de 50 k€ portant sur Gouvernance et celui des vacataires de décembre principalement sur Formation Initiale), avec deux situations de dépassement très mesuré :

- En recherche, des conventions à cheval sur les deux exercices auront nécessité quelques renforts (EDF, Geosol ...);
- Sur le potager (destination dite plateaux techniques), avec l'opportunité d'embauche d'un jardinier en décembre.

#### b. Dépenses de personnel sur le budget Etat

	PLAFOND ORGANISME	
	Dépenses de personnel	
	BR 24	CF 24
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT	4 703 656	5 044 158

En 2024, l'établissement a saturé son plafond T2 à 61,3 ETPT (vs 62), soit sensiblement mieux qu'en 2023 puisque la consommation y avait été de 58,66 ETPT.

La masse financière des emplois rémunérés par l'Etat est établie à 5,044 M€, quand le BR prévoyait 4,7 M€. Ce dernier était reparti du montant 2023 (4,48 M€), majoré de l'évolution des effectifs estimé à fin d'année à + 4,8%. Puisque l'évolution des effectifs a été de + 4,5 %, des effets prix expliquent le dépassement de la prévision financière, induits notamment par la revalorisation des grilles des contractuels T2 et le recrutement de personnels très qualifiés, grâce au soutien de notre tutelle.

## 3. Fonctionnement :

## a. CP

Dépenses de fonctionnement (CP)	BR 24	CF 24	Tx conso.
D1 - Immobilier	459 711	527 167	115%
D2 - Gouvernance et support	708 855	504 446	71%
D3 - Vie étudiante	56 376	35 447	63%
D4 - Formation initiale	510 382	463 224	91%
D5 - Formation continue	50 957	35 651	70%
D6 - Recherches et transferts	231 000	140 322	61%
D7 - Plateaux techniques	385 842	309 475	80%
D8 - Prestations de services	40 000	42 972	107%
Total	<b>2 443 123</b>	<b>2 058 704</b>	<b>84%</b>

Le taux moyen d'exécution des dépenses de fonctionnement est établi à 84 % du budget révisé, alors même que ce dernier prévoyait une réduction conséquente des CP ouverts de 2,81 M€ à 2,44 M€, manifestement surestimés au moment du budget initial. En effet, si l'on considère cet agrégat sur plus longue période, les 2,06 M€ de dépenses de fonctionnement enregistrés au BR constituent le niveau le plus conséquent atteint par l'ENSP sur la décennie passée (en dehors des 2,12 M€ de l'exercice 2022, année marquée par l'organisation de la Biennale de l'Architecture et du Paysage (BAP), événement à fort impact budgétaire). Le même taux d'exécution des dépenses constaté est d'ailleurs historiquement compris entre 80 et 90 % et donc l'exercice 2024 ne déroge pas à la moyenne. Les contrôles et le suivi engagé par les nouvelles équipes de la DAF et du SG à partir du budget 2025 vont permettre d'améliorer sensiblement la prévision budgétaire au cours de l'exercice.

Dans le détail des destinations, on notera une incohérence entre la destination de budgétisation et d'affectation du loyer de l'antenne marseillaise (130 k€), qui explique la sur-exécution assez forte de la D1 – Immobilier (115 %) et la sous-exécution assez forte également de la D2 - Gouvernance et support (71 %). Les taux corrigés sont respectivement de 87 et 89 %, en conformité avec la moyenne globale.

Sur la destination D6 – Recherche, le taux d'exécution des CP de 60 % reflète avant tout l'excès d'optimisme du BI (sur les Chaires notamment et qui avait amené des révisions importantes des objectifs au BR, mais plutôt sur les recettes), avec un montant de dépenses effectives de 140 k€, identique à celui atteint en 2023.

La formation continue (D5) a également nettement minoré son autorisation de dépenses de fonctionnement avec 38 k€, soit 70 % du budget révisé à 51 k€, alors même que ce dernier avait été ajusté de 34 k€ au BI (85k€) dans l'anticipation d'une baisse de l'activité et des recettes attendues qui en définitive ne s'est pas produite immédiatement mais dont une part sera reportée dans le temps du fait des décalages d'encaissement. cf. infra).

En D3 - Vie étudiante, l'écart par rapport à l'objectif trouve l'essentiel de son explication dans les dépenses réalisées dans le cadre du programme ERASMUS (20 k€ au lieu de 35 k€ prévus).

b. AE

Dépenses de fonctionnement (AE)	BR 24	CF 24	<i>Tx conso.</i>
D1 - Immobilier	459 711	537 116	117%
D2 - Gouvernance et support	708 855	463 124	65%
D3 - Vie étudiante	56 376	35 447	63%
D4 - Formation initiale	510 382	442 494	87%
D5 - Formation continue	50 957	37 848	74%
D6 - Recherches et transferts	231 000	118 750	51%
D7 - Plateaux techniques	845 842	678 249	80%
D8 - Prestations de services	40 000	32 625	82%
Total	<b>2 903 123</b>	<b>2 345 653</b>	<b>81%</b>

L'évolution des AE de fonctionnement est corrélée avec celle des CP avec un niveau d'engagement effectif assez proche à 81 % et n'appelle donc pas de commentaire particulier.

## ii. Recettes globalisées :

A l'ENSP et pour ce qui a pu être constaté, les recettes globalisées correspondent aux recettes d'exploitation et les recettes fléchées se limitent à celles des investissements. Cet état de fait ne correspond pas aux règles de la GBCP. Il est la résultante d'une contrainte technique avec le logiciel Cocktail qui n'a pas été paramétré pour suivre de manière fiable et exhaustive les coûts associés aux recettes fléchées (pas de convention, pas d'opération en tant que telles). Ce défaut trouvera sa résolution avec le nouvel logiciel de gestion financière et comptable (FIPEP) à partir de 2025 mais nécessitera au préalable que l'établissement se dote d'une définition (par exemple un seuil, le caractère pluriannuel d'un financement, l'engagement auprès du financeur d'un retour sur l'utilisation des crédits...) et d'une discipline interne renforcée garantissant un bon niveau de fiabilité des données.

### 1. Subvention pour charges de service public

Avec un montant de 2,41 M€, le montant de la SCSP dépasse substantiellement le montant prévu au BR (2,27 M€). L'établissement a reçu en toute fin d'exercice une allocation complémentaire de 140 k€ à raison de :

- 100 k€ de soutien au Potager du Roi;
- 30 k€ pour l'amélioration de la sécurité des systèmes d'information ;
- 5 k€ pour soutenir la réalisation d'un bilan de gaz à effet de serre dans le cadre de la politique de développement durable ;
- 5 k€ pour le soutien forfaitaire des frais de formation d'un apprenti ;

Ces sommes complémentaires conséquentes montrent une nouvelle fois le soutien constant et la confiance apportés par la DGER à l'ENSP, malgré le contexte de tension budgétaire à l'échelle nationale. A noter, du fait de la rigidité de la réglementation entourant la comptabilisation de la SCSP, ces sommes complémentaires sont venues abonder directement le fond de roulement et n'ont pas pu faire l'objet de produits constatés d'avance en comptabilité patrimoniale. La consommation des trois premières enveloppes en 2025 se fera donc par ponction sur le fond de roulement et avec une contribution déficitaire à due proportion au compte de résultat.

### 2. Autres financements de l'Etat

Au total, les autres financements de l'Etat et de ses Ministères sont clôturés à 528 k€, quand ils avaient été estimés à 479 k€ au BR. Au-delà des contributions principales de la subvention pour l'exonération des étudiants boursiers (~ 170 k€), de l'aide financière pour la pédagogie et la recherche en Paysage du Ministère de l'Ecologie (~ 200 k€), de la contribution du FNADT au financement du CPIER Vallée de la Seine (52 k€), des aides spécifiques aux étudiants du MASAF (17 k€), du premier versement de convention MTECT - PAYSAGE INSULAIRE (38 k€), sont venus s'ajouter en toute fin d'exercice et sans avoir été anticipés au moment de l'élaboration du BR, le solde de ladite convention MTECT (38 k€) et une subvention de la DRAC - Paysages une approche pluridisciplinaire (8 k€ versée en avance pour 2025).

### 3. Autres financements publics

Les autres financements publics représentent 669 k€ dans les recettes budgétaires 2024. On n'y retrouve pas moins de 19 conventions de volumétries financières très variables de (allant de quelques milliers seulement à quelques centaines de milliers d'euros). Parmi les plus significatives, on pourra citer la Bap ! (dont l'avance sur l'exercice 2024 représente 195 k€), la convention de refonte des cursus avec Cergy Université (110 k€) ou avec la Métropole Aix Marseille Provence (65 k€).

Si le montant atteint est largement inférieur à celui inscrit au BR (1,13 M€), c'est que le reclassement en recettes propres nécessaire et identifié au BR s'est avéré beaucoup plus important que prévu. La comparaison est donc biaisée mais les deux items sommés (autres financements + recettes propres) sont bien en progression ( $\Sigma = 2,76$  M€ au BI, 2,78 M€ au BR et 3 M€ au CF).

### 4. Recettes propres

Atteignant 2,35 M€ et en progression de 700 k€ par rapport au BR (cf. commentaire supra, +220k€ à périmètre constant), les recettes propres atteignent un niveau record au regard de la dernière décennie, ce qui atteste la capacité croissante de l'ENSP à diversifier ses ressources à l'appui de ses projets et de son développement. Par destination, le détail s'opère de la manière suivante :

- O2 - Gouvernance et support : 173 k€ (WMF et Fondation Eve Marre)
- O4 - Formation initiale : 659 k€ (droits de scolarité : 305 k€ ; apprentissage : 200 k€)
- O5 - Formation continue : 569 k€ (chiffre d'affaire en hausse vs 500k€ au BR)
- O6 - Recherches et transferts : 676 k€ (dont ADEME / RTE : 312 k€)
- O7 - Plateaux techniques : 276 k€ (prévision boutique ramenée à 260 k€ au BR)



**b. Bilan recettes & dépenses par destination :**

	BR 2024			CF 2024		
	Total dép. exploitat°	Rec. exploitat°	Contribution budg.	Total dép. exploitat°	Rec. exploitat°	Contribution budg.
D1 - Immobilier	505 890	0	-505 890	572 854	41 018	-531 836
D2 - Gouvernance et support *	1 100 053	272 077	-827 976	815 790	205 000	-610 790
D3 - Vie étudiante	56 376	22 620	-33 756	35 447	45 842	10 395
D4 - Formation initiale	1 353 104	1 106 970	-246 134	1 201 210	1 256 040	54 830
D5 - Formation continue	339 181	500 000	160 819	319 073	571 240	252 167
D6 - Recherches et transferts	795 783	998 275	202 493	731 507	1 042 994	311 488
D7 - Plateaux techniques	867 623	459 000	-408 623	800 567	490 802	-309 765
D8 - Prestations de services	98 756	0	-98 756	101 754	0	-101 754
O9 - Recette transversale (SCSP)		2 178 919	2 178 919		2 318 919	2 318 919
<b>Total</b>	<b>5 116 767</b>	<b>5 537 861</b>	<b>421 095</b>	<b>4 578 201</b>	<b>5 971 855</b>	<b>1 393 653</b>

\* Périmètre : DG / SG, dont DAF, RH, DSI, DOC, DAJ, COM

La contribution du cycle d'exploitation au solde budgétaire s'améliore donc notamment dans le cadre du présent compte financier, passant de + 421 k€ à + 1,39 M€ compte-tenu des différentes variations présentées infra.

Avec les précautions nécessaires à prendre sur l'interprétation des résultats, car il ne s'agit pas des résultats de la comptabilité analytique (il ne s'agit notamment pas de coûts complets), les contributions de chaque destination au solde budgétaire d'exploitation sont également mesurées au BR et au compte financier. A l'exception de la D8 –Prestations de services (Editions), toutes les destinations voient leurs contributions s'améliorer, soit dans le sens d'une réduction du solde négatif (immobilier, gouvernance et support, vis étudiante, plateaux techniques) soit dans l'amélioration du solde positif (Formation initiale, formation continue, recherche & transfert).

## B) Cycle d'investissement :

### a. Dépenses :

#### i. Crédits de paiement (CP)

Dépenses d'investissement (CP)	BR 24	CF 24	Tx conso.
D1 - Immobilier	1 606 442	1 737 868	108%
D2 - Gouvernance et support	473 000	329 611	70%
D7 - Plateaux techniques	28 004	88 902	317%
<b>Total</b>	<b>2 107 445</b>	<b>2 156 380</b>	<b>102%</b>

Comme indiqué en introduction, le montant des CP d'investissement s'élève donc à 2 156 380 €. Il dépasse légèrement (2 %), la cible révisée au BR. Etant donné l'importance des travaux achevés et le nombre de prestataires impliqués, l'absence de directeur du patrimoine aura notamment quelque peu compliqué la construction d'une estimation plus fiable. Une difficulté technique avec le logiciel financier Cocktail (en cours d'abandon par l'ENSP comme par le prestataire) s'est posée pour intégrer le BR et explique le dépassement, très modéré néanmoins, du plafond de dépenses d'investissement.

#### D1 – Immobilier : 1,73 M€

La principale réalisation 2024 concerne le programme de travaux relatif aux bâtiments historiques (dit '2021/2022'). 1,44 M€ sont venus achever cette opération lancée en 2022 (première délibération du CA n°2022-16 du 22 novembre 2022, puis seconde n° 2023-09 du CA du 14 mars 2023 pour des options autorisant de conclure des marchés dans le cadre du programme de travaux 2021/2022 de restauration des bâtiments du Potager du Roi) pour un coût total prévisionnel de 4,22 M€ TTC TDC.

Cette opération portant sur la restauration des clos couverts du pavillons La Quintinie, de la Figuerie, du bâtiment Hardy et du bâtiment de La Forge s'achève à 3,537 M€. Des évolutions plus favorables qu'escompté sur les provisions pour aléas et actualisation de prix (762 k€ TTC au budget) expliquent pour l'essentiel cet écart.

Le reste des réalisations en matière d'investissement a consisté en :

- 14,9 k€ consacrés à la restauration des murs du 1<sup>er</sup> des Onze. Au total, cette restauration aura coûté 537 k€ (imputés principalement en 2023) ;
- 16 k€ pour clore une opération de rénovation sur les vestiaires des jardiniers engagée en 2021 d'un montant total désormais de 335 k€ ;
- 142 k€ pour les travaux dits sur le Potager du Roi (murs de la Terrasse de la Quintinie);
- 61 k€ pour des travaux divers de peintures et sol dans le bâtiment Saint Louis (y-c le bloc sanitaire du sous-sol) et dans salle Edouard André (35 k€) à la Figuerie ;
- 28 k€ pour des travaux d'isolation du réseau hydraulique de chauffage existant ou d'isolation thermique (planchers, combles, toitures de logements)
- 12 k€ pour des travaux plomberie et électricité dans des logements (y-c ceux des jardiniers)

- 5 k€ pour la climatisation du local hébergeant le serveur.

Tous ces travaux répondaient à des urgences (traitement des risques, de la vétusté et des gaspillages énergétiques).

## **D2 - Gouvernance et support : 329 k€**

Un investissement important a été consacré aux systèmes d'information, avec une dépense de 196 k€ pour le remplacement du cœur de réseau, de l'infrastructure des serveurs (6 serveurs physiques), de trois onduleurs et la mise en place d'une nouvelle fibre, et pour un système de projection et diffusion numérique dans l'amphithéâtre ainsi que le remplacement de 35 ordinateurs (20 % du parc environ, renouvelé par tranche tous les 5 ans).

Dans le domaine de la communication, 120 k€ ont été consacrés à l'élaboration d'une nouvelle identité visuelle et signalétique, et pour repenser l'agencement de la façade du bâtiment Saint-Louis et des espaces d'accueil et de la boutique, dans un double objectif de visibilité et d'amélioration des conditions d'accueil sur le site. L'essentiel du coût est couvert par une SCSP exceptionnelle perçue fin 2022 pour « la valorisation économique du Potager du Roi ».

Du matériel de nettoyage des locaux a aussi été acquis pour 12 k€ (autolaveuses et aspirateurs professionnels) afin d'améliorer un point faible bien identifié par les usagers et les visiteurs.

**D7 - Plateaux techniques : 84 k€** pour le Potager, avec 58 k€ pour l'achat d'un nouveau télescopique agricole compact et divers autres matériels de jardinage.

### ii. Autorisations d'engagement (AE)

Dépenses d'investissement (AE)	BR 24	CF 24	Tx conso.
D1 - Immobilier	1 711 442	195 987	11%
D2 - Gouvernance et support	583 000	190 323	33%
D7 - Plateaux techniques	28 004	63 314	226%
<b>Total</b>	<b>2 322 445</b>	<b>449 624</b>	<b>19%</b>

La clôture des comptes aura permis de constater une erreur du BI 2024, puisqu'il y a été réinscrit des AE déjà ouverts en 2023 et 2022. De même, le BI reprenait les CP d'investissement des exercices précédents (rappelons que l'objectif d'investissement était de 3,9 M€ au BI et a été ramené au BR à 2,1 M€ avec la principale opération d'investissement arrivée à son terme). Une quasi absence de traçabilité des investissements est à l'origine de cette erreur ; un important travail a été réalisé en 2024 pour y remédier.

Ces corrections prises en compte expliquent un taux d'exécution des AE d'investissement très bas à 19 %.

## **b. Recettes fléchées :**

Comme il a été indiqué précédemment, la pratique de l'ENSP en matière de recettes fléchées était jusqu'alors d'y affecter les recettes d'investissement. La clôture 2024 conserve cette pratique qui sera progressivement modifiée à partir de 2025.

### **i. Autres financement de l'Etat fléchés**

L'ENSP s'est vue attribuer en fin d'exercice 227 k€ de financement à l'investissement, quand le budget rectificatif estimait, sur la base du montant indicatif de prénotification de l'exercice, 820 k€.

Ces 227 k€ financent à hauteur de 67,2 k€ l'opération de calorifugeage de tuyauteries de distribution sur réseaux de chaleur (cf. ci-avant) et de 160 k€ le double vitrage de la façade nord des bâtiments Hardy et Figuerie, deux sujets identifiés et validés avec la DGER pour être financés en 2023.

Afin de comprendre l'écart persistant entre la prévision du BR et du compte financier, il convient d'indiquer que l'établissement a entrepris en fin d'exercice avec la DGER un travail méticuleux pour mettre en cohérence les subventions d'investissement notifiées précédemment. Ces discussions ont permis d'identifier les crédits pouvant être réalloués à la nouvelle priorité de restauration des clos et couvert du bâtiment Lenormand. Toutefois, cette discussion n'était pas suffisamment avancée au moment de la clôture pour permettre à la DGER de débloquer une part plus conséquente de l'ensemble des fonds (2,92 M€ dont 600 k€ de CPER). A priori et compte tenu de la très récente levée du régime actuel des services votés qui, en l'absence de loi de financement promulguée, gelait les investissements, la situation devrait être débloquée pour le premier budget rectificatif 2025 et permettre le versement du solde de financement de l'opération des bâtiments historiques (a priori 1,6 M€).

Dans tous les cas, ce différentiel important entre la prévision révisée et l'atterrissage de cet item n'aura pas empêché le solde budgétaire global de s'améliorer grâce notamment à la contribution du cycle d'exploitation.

### **ii. Recettes propres fléchées**

Tels que comptabilisés au BR, 216 k€ ont été attribués par le World Monuments Fund (WMF) pour la restauration de la Forge. Cette institution est un partenaire de longue date de l'ENSP. Cette même opération avait déjà fait l'objet d'un généreux don de 235 k€ de la part du WMF, portant l'ensemble de sa contribution à 452 k€. Pour rappel, la restauration de la Forge est un sous-ensemble de l'opération de restauration des bâtiments historiques dits 21/22.

## **C) Solde budgétaire**

Le solde budgétaire 2024 s'améliore donc encore en clôture, même s'il reste légèrement négatif à - 309 k€ (4,8 % de la totalité du flux de recettes budgétaires). Rappelons qu'il était inscrit à -2,36 M€ au BI (soit 32 % des recettes budgétaires), avant d'être ramené à - 650 k€ au BR, qui a notamment permis de réviser en profondeur les objectifs sur l'investissement.



**TABLEAU 1**  
**Autorisations d'emplois**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT**

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	28,6	14,0	42,6

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT ( c ) :

32

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat ( c ).

NB2: Pour les non opérateurs de l'Etat, aucune donnée ne doit être renseignée dans les colonnes "Sous plafond LFI (a)" et "Hors plafond LFI (b)". Les ETPT afférents doivent être renseignés directement dans la colonne "Plafond organisme".

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
<b>TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL ( 1 + 2 + 3 + 4 )</b>	<b>28,6</b>	<b>1 357 817,74</b>	<b>14,0</b>	<b>659 592,91</b>	<b>42,6</b>	<b>2 519 497,12</b>
<b>1 - TITULAIRES</b>	0	0			0	0
* Titulaires Etat	0	0			0	0
* Titulaires organisme (corps propres)	0	0			0	0
<b>2 - CONTRACTUELS</b>	<b>28,6</b>	<b>1 357 817,74</b>	<b>14,0</b>	<b>659 592,91</b>	<b>42,64</b>	<b>2 017 410,65</b>
* Contractuels de droit public	28,1	1 339 223,76	14,0	659 592,91	42,14	1 998 916,67
δCDI	17,8	908 857,17			18,3	937 677,35
δCDD	10,4	430 366,59			23,9	1 061 139,32
Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,0	0,00	0	0	0	0,00
* Contractuels de droit privé	0,5	18 593,98	0	0	0,5	18 593,98
δCDI	0,5	18 593,98			0,5	18 593,98
δCDD	0,0	0	0	0	0,0	0,00
<b>3 - CONTRATS AIDES</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
<b>4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)</b>						<b>502 086,47</b>

\* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

NB : Pour les non opérateurs de l'Etat, aucune donnée ne doit être renseignée dans les colonnes "Emplois sous plafond LFI" et "Emplois hors plafond LFI". Les ETPT et dépenses de personnel afférents doivent être renseignés directement dans les colonnes "Plafond organisme".

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité

(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT **	Dépenses de personnel **
<b>EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ( 5 + 6 )</b>	<b>0,33</b>	<b>0</b>
<b>5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME</b>	<b>0,33</b>	<b>0</b>
<b>6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\*\* Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme

(Mise à disposition entrantes)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
<b>EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES ( 7 + 8 )</b>	<b>1,0</b>	<b>0</b>
<b>7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME</b>	<b>63,0</b>	

\*\*\* Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

Henri BAVA  
Président du Conseil d'Administration

Alexandra BONNET  
Directrice de l'ENSP



POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Directrice de l'ENSP

TABLEAU 3 - Compte financier 2024 - CA du 13/03/2025  
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	DEPENSES											
	Personnel		Fonctionnement			Intervention (le cas échéant)		Investissement			Total	
	AE = CP		AE	CP		AE	CP		AE	CP	AE (A)	CP (B)
D1 - Immobilier	45 687,24	45 687,24	537 116,42	527 166,71		195 986,52			1 737 868,04		778 790,18	2 310 721,99
D2 - Gouvernance et support	311 344,00	311 344,00	463 123,87	504 445,64		190 323,04			329 610,54		837 781,91	1 145 400,18
D3 - Vie étudiante	-	-	35 446,80	35 446,80							35 446,80	35 446,80
D4 - Formation initiale	737 985,59	737 985,59	442 494,17	463 224,34							1 180 479,76	1 201 209,93
D5 - Formation continue	283 421,37	283 421,37	37 847,87	35 651,43							321 269,24	319 072,80
D6 - Recherches et transferts	591 184,30	591 184,30	118 750,06	140 322,38							709 934,36	731 505,68
D7 - Plateaux techniques	491 092,21	491 092,21	678 249,34	309 475,01		63 314,04			88 301,84		1 232 655,59	889 469,06
D8 - Prestations de services	58 782,41	58 782,41	32 624,94	42 971,98							91 407,35	101 754,39
TOTAL	2 519 497,12	2 519 497,12	2 345 663,47	2 058 704,29	-	449 623,60	-		2 156 380,42		5 314 774,19	6 734 581,83

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B

-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES										Total (C)	
	Recettes globalisées					Recettes flechées						
	Subvention pour charges de service public	Subvention pour charges d'investissement	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Subvention pour charges d'investissement flechées	Autres financements de l'Etat flechées	Autres financements publics flechées	Recettes propres flechées		
O1 - Immobilier					40 318,66	698,18		227 000,00			216 752,39	484 770,23
O2 - Gouvernance et support					32 000,00	173 000,00						205 000,00
O3 - Vie étudiante			17 081,89	-	28 760,00	-						45 841,99
O4 - Formation initiale			275 115,00	-	321 761,87	659 163,16						1 256 040,03
O5 - Formation continue			-	1 890,00	-	569 349,62						571 239,62
O6 - Recherches et transferts	97 534,00		228 545,40	-	40 663,40	676 251,44						1 042 994,24
O7 - Plateaux techniques			8 000,00	-	206 141,12	276 660,74						490 801,86
O8 - Prestations de services												-
O9 - Recette transversale (SCSP)	2 318 919,00											2 318 919,00
TOTAL	2 416 465,00	-	528 742,39	1 890,00	669 646,05	2 355 123,14	-	-	-		216 752,39	6 415 506,97

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C

318 974,86

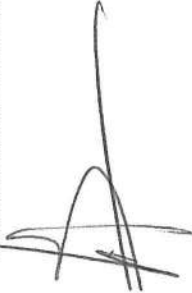
TABLEAU 4 - CA du 13/03/2025  
Equilibre financier Compte financier 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS			FINANCEMENTS		
	Montants Budget rectificatif n°1	Montants exécutés	Montants Budget rectificatif n°1	Montants exécutés	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	649 598,29	318 974,86	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont Budget Principal					dont Budget Principal
dont Budget Annexe					dont Budget Annexe
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)					Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	34 007,00	43 105,96	20 000,00	37 735,08	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	21 393,60	87 933,23	245 444,97	141 340,47	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	704 998,89	450 014,05	265 444,97	179 075,55	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	0,00	0,00	439 553,92	270 938,50	PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***			569 689,30	1 018 535,85	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	130 135,38	747 597,35			dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	704 998,89	450 014,05	704 998,89	450 014,05	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"  
(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"  
(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Henri BAVA  
Président du Conseil d'Administration



Alexandra BONNET  
Directrice de l'ENSP





**TABLEAU 5 - Compte financier 2024 - CA du 13/03/2025**  
Opérations pour compte de tiers

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Débit (c1)	Crédit (c2)
Opération 1 - TVA	D 44566-44562	TVA		
	C 444571-44583		41 105,96	37 735,08
Opération 2 - Dispositif d'intervention non soumis à un contrat de mandat	D 4675131	Aide mobilité MASA	2 000,00	
	C 4675131			
TOTAL			43 105,96	37 735,08

*(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"*

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Budget rectificatif n°1	Montants exécutés	Ecart entre les montants exécutés et budget rectificatif n°1	PRODUITS	Montants Budget rectificatif n°1	Montants exécutés	Ecart entre les montants exécutés et budget rectificatif n°1
Personnel	2 673 643,94	2 553 817,11	-119 826,83	Subventions de l'Etat	2 755 951,00	2 953 554,28	197 603,28
dont: Charges de pensions civiles *				Fiscalité affectée		12 303,58	
Fonctionnement autre que les charges de personnel	3 640 985,60	3 458 839,55	-182 146,05	Autres subventions	1 133 253,32	467 257,54	-665 995,78
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	2 431 298,20	2 700 002,32	268 704,12
TOTAL DES CHARGES (1)	6 314 629,54	6 012 656,66	-301 972,87	TOTAL DES PRODUITS (2)	6 320 502,52	6 133 117,72	-187 384,80
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	5 872,99	120 461,06	114 588,07	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0,00	0,00	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	6 320 502,52	6 133 117,72		TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	6 320 502,52	6 133 117,72	

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Budget rectificatif n°1	Montants exécutés	Ecart entre les montants exécutés et budget rectificatif n°1
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-) (4))	5 872,99	120 461,06	114 588,07
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 197 862,88	1 391 358,86	193 495,78
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	667 323,00	34 539,00	-632 784,00
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	360 318,06	452 781,54	92 463,48
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	176 094,81	1 024 499,18	848 404,37

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Budget rectificatif n°1	Montants exécutés	Ecart entre les montants exécutés et budget rectificatif n°1	RESSOURCES	Montants Budget rectificatif n°1	Montants exécutés	Ecart entre les montants exécutés et budget rectificatif n°1
Insuffisance d'autofinancement		0,00	0,00	Capacité d'autofinancement	176 094,81	1 024 499,18	848 404,37
Investissements	2 107 445,49	2 133 864,66	26 419,17	Financement de l'actif par l'Etat	820 000,00	-2 441 168,70	-3 261 168,70
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat		559 184,37	559 184,37
Remboursement des dettes financières			0,00	Autres ressources	216 752,39	-45 999,60	-262 751,99
			0,00	Augmentation des dettes financières			0,00
TOTAL DES EMPLOIS (5)	2 107 445,49	2 133 864,66	26 419,17	TOTAL DES RESSOURCES (6)	1 212 847,20	-903 484,75	-2 116 331,95
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0,00	0,00	0,00	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	894 598,29	3 037 349,41	2 142 751,12

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants Budget rectificatif n°1	Montants exécutés	Ecart entre les montants exécutés et budget rectificatif n°1
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	-894 598,29	-3 037 349,41	-2 142 751,12
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	-455 044,37	-2 766 410,91	-2 311 366,54
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	-439 553,92	-270 938,50	168 615,42
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	6 030 475,96	3 887 724,84	-2 142 751,12
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-1 836 064,51	-4 147 451,05	-2 311 366,54
Niveau final de la TRESORERIE	7 866 560,47	8 035 175,89	168 615,42

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

Henni BAVA  
Président du Conseil d'Administration

Alexandra BONNET  
Directrice de TENSP



TABLEAU 7 - Compte financier 2024 - CA du 13/03/2025  
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DÉBITEUR

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	8 306 114	8 238 724	7 560 713	7 220 809	8 307 826	7 896 423	7 504 197	7 309 950	7 354 029	7 799 214	7 032 763	7 592 032	8 035 177
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>Recettes budgétaires globales</b>													
Subvention pour charges de service public	3 090	64 227	122 321	2 103 969	314 038	341 525	252 149	64 718	356 102	136 055	701 537	1 512 724	5 971 855
Subvention pour charges d'investissement	-	-	-	1 981 000	-	-	97 534	-	-	-	217 919	140 000	2 416 453
Autres financements de l'Etat	-	-	-	5 000	200 000	25 082	-	-	-	-	-	-	528 742
Fiscalité affectée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	945	-	945	1 890
Autres financements publics	-	267	365	115 861	25 091	67 815	3 680	15 000	53 428	16 000	27 025	345 114	669 646
Recettes propres	3 090	63 960	83 673	21 507	89 947	248 629	150 935	49 718	302 674	119 110	456 593	766 338	2 355 123
<b>Recettes budgétaires flechées</b>													
Subvention pour charges d'investissement flechées	-	-	-	-	-	-	-	216 752	-	-	-	227 001	443 753
Autres financements de l'Etat flechés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	227 000	227 000
Autres financements publics flechés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements publics flechés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes propres flechées	-	-	-	-	-	-	-	216 752	-	-	-	-	-
<b>Opérations non budgétaires</b>													
Emprunts : encassements en capital	158 840	27 468	206 489	86 895	269 852	211 652	22 053	24 320	262 950	74 756	390 212	549 197	216 752
Prêts : encassement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	179 076
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations au nom et pour le compte de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TVA encasée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts d'intervention pour compte de tiers : encassements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 000
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres encassements d'opérations non budgétaires	158 840	27 468	198 767	86 075	269 852	215 363	28 810	23 504	262 916	74 466	386 630	587 200	139 340
<b>A. TOTAL</b>	161 930	91 695	328 809	2 180 263	44 086	128 873	230 066	305 791	619 052	210 811	1 091 748	1 190 528	6 594 584
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Dépenses liées à des recettes globales</b>													
Personnel	210 107	520 246	250 734	695 679	450 563	419 487	414 937	262 028	171 599	614 921	505 906	756 086	5 272 284
Fonctionnement	96 632	278 031	9 619	400 105	219 899	238 943	238 943	181 069	4 758	376 470	221 707	240 610	2 519 497
Intervention	76 179	160 682	170 795	262 005	138 196	146 211	134 845	81 387	142 576	151 367	176 115	438 245	2 058 704
Investissement	37 296	81 534	70 300	33 568	92 469	21 640	41 049	19 572	24 265	87 064	108 084	77 231	694 092
<b>Dépenses liées à des recettes flechées</b>													
Personnel	-	246 400	222 219	600 979	-	98 569	3 025	-	-	287 266	-	3 801	1 462 288
Fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissement	-	246 400	222 219	600 979	-	98 569	3 025	-	-	287 266	-	3 801	1 462 288
<b>Opérations non budgétaires</b>													
Emprunts : remboursements en capital	19 214	3 061	195 760	193 412	5 926	3 044	6 382	317	2 268	75 045	26 573	12 504	131 039
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations au nom et pour le compte de tiers	19 214	3 061	195 760	193 412	5 926	3 044	6 382	317	2 268	75 045	26 573	12 504	131 039
TVA décaissée	112	2 124	2 977	3 875	2 616	3 960	1 957	2 865	624	2 784	12 587	7 203	41 105
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 000
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres décaissements d'opérations non budgétaires	19 102	937	192 783	197 287	3 308	916	2 425	602	1 644	72 261	13 986	19 707	87 933
<b>B. TOTAL</b>	229 320	769 707	668 713	1 103 245	458 489	521 099	424 344	261 712	173 867	977 262	532 460	747 383	6 865 921
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	67 390	678 012	339 904	1 087 018	412 013	381 226	194 247	44 079	445 185	766 451	559 269	443 145	- 270 936
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	8 238 724	7 560 713	7 220 809	8 307 826	7 896 423	7 504 197	7 309 950	7 354 029	7 799 214	7 032 763	7 592 032	8 035 177	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (1) ou (0)

TABLEAU 8- Compte financier 2024 - CA du 13/03/2025  
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		1 341 841	323 305	323 305	323 305	
Recettes fléchées (b)	4 789 192	443 752	-	-	-	5 232 944
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée		227 000				227 000
Autres financements de l'Etat fléchés	4 389 192					4 389 192
Autres financements publics fléchés	400 000					400 000
Recettes propres fléchées		216 752				216 752
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	3 447 351	1 462 288	-	-	-	4 909 639
Personnel						
AE=CP						-
Fonctionnement						
AE						-
CP						-
Intervention						
AE						-
CP						-
Investissement						
AE	4 397 099					4 397 099
CP	3 447 351	1 462 288				4 909 639
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 341 841	-	-	-	-	323 305

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)						-
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)						-
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	1 341 841	323 305	323 305	323 305	323 305	323 305



TABLEAU 9 - Compte financier 2024 - CA du 13/03/2025  
Opérations pluriannuelles - exécution

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision	Exécution						Prévision N+1 et suivantes	
			AE consommées les années antérieures à N nettes des retraitements d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N	AE consommées en N	TOTAL des AE consommées	CP consommés les années antérieures à N	CP consommés en N	TOTAL des CP consommés	Restes à payer	Solde à engager
Prog Bâtiment 21/22	Personnel	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (4) - (7)	(9) = (1) - (4)
	Fonctionnement									
	Intervention									
	Investissement	4 780 000	2 613 433	1 462 288	4 075 721	2 613 433	1 462 288	4 075 721		
Op. 2	Total Op.1	4 780 000	2 613 433	1 462 288	4 075 721	2 613 433	1 462 288	4 075 721		
	Personnel									
	Fonctionnement									
	Intervention									
TOTAL	Investissement									
	Total Op.2									
	Ss total personnel									
	Ss total fonctionnement									
TOTAL	Ss total intervention	4 780 000	2 613 433	1 462 288	4 075 721	2 613 433	1 462 288	4 075 721		
	Ss total investissement	4 780 000	2 613 433	1 462 288	4 075 721	2 613 433	1 462 288	4 075 721		

B - Exécution des recettes

Opération	Nature	Prévision	Exécution		Prévisions en N+1 et	
			Encaissements des années antérieures à N	Encaissement réalisés en N	Reste à encaisser en N+1 et suivantes	
Prog Bâtiment 21/22	Financement de l'Etat*	(11)	(12)	(13)	(14) = (11) - (12)	(15)
	Financement de l'Etat*	3 260 577	1 456 800	160 000	1 643 777	
	Autres financements publics**					
	Autres financements***	452 122	235 370	216 752	0	
Op. 2	Total Op.1	3 712 699	1 692 170	376 752	1 643 776	
	Financement de l'Etat*					
	Autres financements publics**					
	Autres financements***					
TOTAL	Total Op.2					
	Ss total financement de l'Etat	3 260 577	1 456 800	160 000	1 643 777	
	Ss total autres financements publics					
	Ss total autres financements	452 122	235 370	216 752	0	
TOTAL		3 712 699	1 692 170	376 752	1 643 776	

\* Subvention pour charges de service public, subvention pour charges d'investissement, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés

\*\* Autres financements publics et autres financements publics fléchés

\*\*\* Recettes propres et recettes propres fléchés

**TABLEAU 10 - Compte financier 2024 - CA du 13/03/2025**  
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BR 2024	Montants exécutés
Niveaux initiaux	1 Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N	2 660 413	2 660 413
	2 Niveau initial du fonds de roulement	6 925 074	6 925 074
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 1 381 040	- 1 381 040
	4 Niveau initial de la trésorerie	8 306 114	8 306 114
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	921 376	1 341 841
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	7 384 738	6 964 273
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	7 899 212	5 314 774
	6 Résultat patrimonial	5 873	120 461
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	176 095	1 024 499
	8 Variation du fonds de roulement	- 894 598	- 3 037 349
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire		
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	- 36 624
	Variation des stocks	+ / -	35 027
	Charges sur créances irrécouvrables	-	
	Produits divers de gestion courante	+	1 596
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	- 245 000 - 2 754 999
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	2 358 356
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-245 000 -4 729 010
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-334 033
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-50 313
Niveaux finaux	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	- 649 598	- 318 975
	13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	- 210 044	- 48 036
	14 Variation de la trésorerie = 12 - 13	- 439 554	- 270 938
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	- 569 689	- 1 018 536
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	130 135	747 597
	15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	- 455 044	- 2 766 411
	16 Variation des restes à payer	675 000	- 1 419 808
Niveaux finaux	17 Niveau final de restes à payer	3 335 413	728 212
	18 Niveau final du fonds de roulement	6 030 476	3 887 725
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	- 1 836 085	- 4 147 451
	20 Niveau final de la trésorerie	7 866 560	8 035 176
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	351 687	323 305
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	7 514 874	7 711 871

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale